



Valls Desperdreux

**POLICE
TOTAL
CHAOS**

- **Ministère de
la peur**

page 3

- **Ripoux sur la
Canebière**

page 7

- **Des barreaux
et des matons**

page 9

SÉRIE NOIRE
Rf

M 02137 - 1685 - F : 2,50 €



Sommaire

Chers lecteurs,
Vous avez en mains le numéro 1685 du *Monde libertaire* qui restera en kiosque pendant trois semaines. Le prochain numéro de votre hebdomadaire (1686) paraîtra le 8 novembre.

Avant les plans d'austérité, il y a eu Saint-Imier

Le numéro hors-série n° 46 du *Monde libertaire* dans les kiosques le 26 octobre

Au sommaire :

Les rencontres anarchistes internationales de Saint-Imier

Les groupements d'achats alimentaires

Occupation du foyer de la Maladrerie à Rouen.

Retour sur la Foire à l'autogestion

Alternatives énergétiques au Danemark

Lectures, musique

Actualité

- Valls n'a pas mis l'temps**, par G. Goutte, page 3
Encore des ouvriers chinois en colère, Par P. Sommermayer, page 4
Salariés sud-européens en colère, par R. Pino, page 5
La navrante météo syndicale, de J.-P. Germain, page 6
Valse des perdreaux de la bac de Marseille, par M. Rajsfus, page 7
La prison qui tue, page 9
La chronique néphrétique de Rodkol, page 10
Mort d'un gros épicier, par Stef@, page 11
Comment devenir riche, par J. Langlois, page 12

Arguments

- Économie anarchiste II**, par E. Vilain, page 14
Les ravages du pouvoir sur le cerveau, par J.-M. Traimond, page 15
Les antispécistes sur la sellette, par Le furet, page 18

Expressions

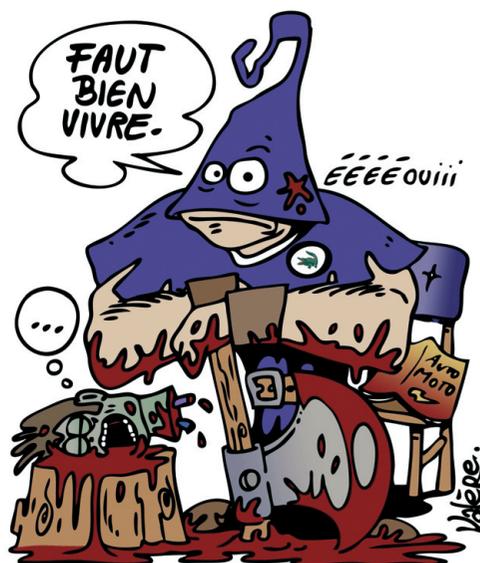
- Un anarchiste à en mourir**, par P. Schindler, page 19

Mouvement

- La radio sans muselière**, page 22
Programme des réjouissances, page 23

Illustrations

- Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga, Lardon, Manolo Prolo, Riri, Valère**



Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



L'heure est aux oiseaux. Cette semaine, les perdreaux, les poulets et autres gallinacées sont à la peine et aussi à l'honneur.

Les vilains d'abord, les trente ripoux suspendus (à l'heure de ce présent bouclage et sans jeu de mots) sur les 40 policiers de la bac de Marseille rapidement dissoute pour indécatesse, celle entre autres de s'être fait prendre la main dans le pot de haschich. Les gentils, ensuite. La glorieuse police antiterroriste qui, telle le Chassepot de Badinguet, fait merveille, de Strasbourg à Paris, en éradiquant les terroristes et en démantelant les bandes de radicaux prêts à tout faire sauter. On ne vous dit pas les titatas enflammés et vengeurs que ça déchaîne dans les feuilles de choux et les écrans extraplats. C'est la guerre sainte de la République, pas si laïque que ça, contre les fanatiques illuminés, les poseurs de bombe basanés, le genre à te sourire par devant et à te filer un coup de surin par derrière.

Rien n'a changé depuis le président précédent, qui, lui-même, n'avait fait que peaufiner la bonne grosse astuce dont tous les pouvoirs, politiques ou autres, sont coutumiers. C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleurs brouets, à condition d'y mettre un gros bout de mauvaise foi, de racisme et de roulements de tambour cocardiens. Valls, le nouveau Guéant socialiste, reprend avec bonheur les styles et les équipes de son prédécesseur. Notre confrère *Le Nouvel Obs* ne s'y trompe pas et placarde en une le portrait du « vice-président Valls ». Faut dire qu'il fait très fort le dauphin. Tel un rose commandeur de l'Occident menacé du racisme anti-blancs, il congédie d'une main ces tire-laine de Roms, il pourfend de l'autre les dynamiteurs et les ripoux. Pas de jaloux. Incantation sécuritaire, chasse aux étrangers, apologie de la trouille, règne de l'égo contre le solidaire, tiroir-caisse en guise de cerveau. Coup double et chapeau à l'artiste. Tout ce pipeau cache mal l'impuissance et les peu glorieuses reculades de l'équipe au pouvoir devant les vrais terroristes, les lobbys et le gros capital, PSA, Arcellor Mittal, Sanofi et consorts. Nos arrogants perdreaux s'écrasent même devant d'inoffensifs « pigeons » - un peu capitaines de start up sur les bords - qui font plier le gouvernement et le contraignent, rien qu'en surfant sur la toile aux alouettes, à revoir sa copie de loi visant à surtaxer les plues values lors des ventes de société. Parisot se marre. Grandeur et décadence de la normalité réformiste. Au fait, où ça en est le gloubi-boulga juridico-policière des terroristes épi-ciers d'ultra-gauche de Tarnac?



Ils aimeraient nous coller la peur au ventre

Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

QU'IL SOIT DE DROITE OU DE GAUCHE, l'État reste l'État et, quels que soient les tristes sires qui le dirigent, il répond toujours machinalement à la même logique première: réguler l'ordre social par la force et la coercition. Rien d'étonnant, alors, à ce que le jeune gouvernement «socialiste» accumule, depuis son arrivée sur le trône de France, les actes et les discours sécuritaires qui, au fond, ne font que participer de la légitimation de l'existence et de l'exercice de l'État. Sous le mandat de Sarkozy, les bouffons qui déblatéraient à longueur de semaines ces prêches jupitériennes s'appelaient Alliot-Marie, Hortefeux, Guéant. Sous le règne hollandais, ces sinistres personnages ont eu pour digne successeur le dénommé Manuel Valls - que Sarkozy avait d'ailleurs courtisé à la grande époque de «l'ouverture». L'ancien maire d'Évry, qui a le regard perçant, les dents longues et l'appétit féroce, s'est très vite accommodé de l'attitude qu'exigeait sa nouvelle casquette: quelques semaines à peine après sa nomination au ministère de

l'Intérieur, il a renoué avec un des dadas du précédent gouvernement: la question des Roms. À l'instar de ses abjects prédécesseurs, il a ainsi exigé l'expulsion manu militari des campements. Et les discours qui accompagnèrent - et accompagnent encore - ces sordides sentences ont fini par accoucher d'un climat de peur et de xénophobie. Dans certaines villes, dressant les pauvres contre les pauvres, la dialectique de Valls a carrément conduit à la tenue de manifestations anti-Roms et à la destruction de campements par de «braves citoyens», donnant ainsi raison à Victor Hugo qui disait qu'«il existe une connivence tacite, non voulue, mais réelle, entre ceux qui font peur et ceux qui ont peur». Par l'intermédiaire de son affidé, l'État a donc réalimenté la pompe à angoisse, non sans l'espoir que les ménages inquiets continuent de remettre leur vie entre ses mains.

Le couplet anti-Roms n'était néanmoins pas suffisant et, dans une situation particulière où l'exécutif se doit de montrer au peuple apeuré qu'il est aussi rigide et sévère que le

précédent, Hollande a de nouveau détaché la laisse de Valls, qui est parti en courant s'attaquer à un nouveau sujet, lui aussi chéri par l'ancien gouvernement : l'islam. Sujet encore plus facile à maîtriser que celui des Roms, puisque l'expression de la force étatique ne devait plus se faire contre de vulgaires voleurs de poules squattant nos décharges, mais contre de dangereux terroristes infiltrés jusque dans les quartiers. Une dizaine de tarés islamistes a ainsi servi de prétexte, samedi 6 octobre dernier, à une aberrante démonstration de l'appareil répressif d'État. Et Valls de conclure ce début de week-end avec cette petite phrase : « Il existe une menace terroriste en France. » Il parlera aussi de « terrorisme intérieur » et affirmera qu'il existe « plusieurs dizaines, plusieurs centaines d'individus capables de s'organiser comme le groupe qui vient d'être démantelé ». Les médias, qui sont parmi les plus grands hérauts de la politique sécuritaire, ont abondamment relayé les photos d'une intervention pour laquelle la police avait sorti le grand jeu. Les jours suivants, la télé annonçait qu'entre 10 000 et 15 000 salafistes vivaient en France avant de publier un sondage prétendant que 75 % des Français craindraient un attentat islamiste dans l'Hexagone. Niveau presse papier, Libé, organe du nouveau pouvoir, s'est fendu d'un « Terrorisme : l'islamisme version française » en une de son édition du lundi 8 octobre tandis que *Le Figaro* titrait : « Les islamistes français préparaient des attentats. » De quoi nous donner les chocottes et nous détourner de nos légitimes préoccupations sociales. Car la misère qui ne cesse de progresser dans notre beau pays est bien plus à craindre que quelques illuminés de Dieu, le chômage et la précarité nous guettant davantage qu'un très hypothétique nouveau 11-Septembre. Notre colère n'est donc pas à déchaîner contre des pauvres persécutés qui cherchent un terrain pour vivre, mais contre les patrons et l'État qui, main dans la main, marchent contre nos acquis sociaux et notre bien-être, pourtant déjà très relatif.

Pour conclure, on pourra s'amuser de la façon dont tous ces discours sécuritaires et autres diffuseurs d'angoisse ont dernièrement été rattrapés par une autre réalité, celle de la corruption de grande envergure de ceux qui sont censés nous protéger de tous ces épouvantails. La récente dissolution de la brigade anticriminalité des quartiers nord de Marseille pour extorsion d'argent et de drogue salit en effet considérablement la fausse image que le gouvernement aimerait nous donner de ses petits voyous en uniforme, grands amateurs de violence et de corruption. Revers de la médaille, il est toutefois fort à parier que les recours au délire sécuritaire se multiplient, histoire de redonner un peu de légitimité, voire de popularité, à ces policiers au terne blason. Car, désormais, il semble évident que la crédibilité d'un gouvernement ne se mesure qu'à sa capacité d'insinuer la peur chez ceux qu'il administre. **G. G.**



pourrie

LES SERVICES DE COMMUNICATION D'APPLE, comme de son usine chinoise Foxconn, confrontés à la nécessité de fournir le dernier gadget à la mode, l'Aïefonne5, ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour nier l'existence de grèves sur les chaînes de production du nouveau-né de la pomme. Malgré leurs efforts, des infos ont filtré.

Selon l'ONG, China Labor Watch, des milliers de travailleurs se sont mis en grève, le 5 octobre, dans l'usine Foxconn de Zhengzhou, causant l'arrêt de lignes de production de l'iPhone 5. La grève a commencé à une heure de l'après-midi et concernait 3 000 à 4 000 ouvriers et ouvrières. Les nouvelles normes de contrôle beaucoup plus dures introduites pour le nouveau produit d'Apple ont suscité un grand mécontentement. Il y a eu aussi la colère produite par l'obligation de travailler pendant les sept jours fériés du 1^{er} octobre, fête nationale chinoise. À cette occasion, les travailleurs chinois ont l'habitude de retourner dans leurs familles en province.

Au cours de cette grève, des inspecteurs qualité furent agressés. En cause, l'apparition de légères rayures sur le dos des téléphones et de légères marques sur l'écran. Il semble que cela soit lié à la conception même de l'iPhone 5. Un ouvrière raconte que les contrôles se sont, en conséquence, renforcés, qu'un grand nombre de téléphones ont été retirés de la chaîne et que, donc, les quantités imposées n'ont pu être produites. Du coup le ton est monté, et selon cette interlocutrice, des inspecteurs ont commencé à battre des ouvrières du département qualité. Cela s'était déjà passé deux fois la semaine précédente.

Elle ajoute : « notre colère longtemps refoulée a explosée et nous nous sommes mis en grève. » Les bagarres avec les inspecteurs qualifiés ont envoyé plusieurs personnes à l'hôpital.

Pour les observateurs, il y a de telles attentes de la part des consommateurs pour ces produits qu'une légère augmentation de la demande se traduit par une pression encore plus forte sur les ouvriers. En fait, tout ce conflit tourne autour du rôle des inspecteurs qualifiés. Selon certaines sources, des ouvriers avaient « persuadé » certains de ces inspecteurs de débaucher afin de montrer leur insatisfaction devant cette hausse des niveaux de qualité. Mais, comme de bien entendu, la hiérarchie n'en a pas tenu compte, pas plus qu'elle n'avait prévu une formation spécifique pour ses ouvriers afin de pouvoir produire ces nouveaux appareils.

Les médias occidentaux viennent de se faire l'écho de la délocalisation d'usines chinoises en Afrique où les salaires sont bien plus bas, trois à quatre fois, et la main d'œuvre docile. Pour le moment...

Pierre Sommermeyer
à partir d'information transmises
par China Labor Watch



On nous cache tout, on nous dit rien

En Italie, en Espagne, comme en France, comme partout, les politiques et les lois ne font qu'aggraver le chômage, la précarité et interdisent tout partage juste du travail et des richesses.



Les travailleurs d'Alcoa cherchent une issue...

Ramón Pino

Gruppe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

OU DU MOINS PAS GRAND-CHOSE. La presse dite « grande » a une fâcheuse tendance, depuis cet été, à minimiser les mouvements de protestation contre les mesures antisociales qui ont lieu dans l'Europe du Sud, sauf quand il y a des reportages d'émeutes bien saignantes à nous montrer. C'est évidemment plus vendeur que d'expliquer pourquoi ces mouvements ont lieu et quelles en sont les causes. On nous dit que cette Europe du Sud va mal ; nous nous en doutions un peu (la France en fait-elle, ou va-t-elle en faire partie ?), mais ce sur quoi nos médias évitent d'insister, c'est sur le nombre de grèves et de manifestations qui ont lieu pour s'opposer jour après jour aux diktats de la classe dirigeante. Grèce : nous avons eu surtout droit aux reportages TV montrant le sacage de vitrines de commerces ou de banques. Portugal : rien ou presque, malgré un million de manifestants dans les rues qui ont obtenu le retrait des mesures prévoyant d'alléger les charges patronales et d'augmenter les cotisations sociales des salariés.

Entourée du même silence assourdissant, l'Italie a vu elle aussi se développer les luttes depuis cet été : entre autres, à l'occasion de la fermeture annoncée, en juillet, de l'usine sidérurgique Ilva, qui avait été privatisée dans les années 1990 sur décision (pardon, sur recommandation) de l'Union Européenne. Aussitôt dit, aussitôt occupée, avec grève et manifestations de soutien de la population avoisinante. En Sardaigne, c'est l'annonce de la fermeture des mines de charbon Sulcis qui a mis le feu aux poudres ; mêmes causes, mêmes effets : grève/occupation/manifestations de soutien de la population locale. Toujours en Sardaigne, la fermeture d'Alcoa (fabrique d'aluminium) déclenche manif et marche sur Rome.

Le signore Fassina, un des dirigeants du Parti démocratique (gauche) soutenant la politique gouvernementale, est proprement

«éjecté». Mesure provisoire : la fermeture est reportée.

Le 19 septembre, ce sont les transports en commun municipaux qui se sont mis en grève : autocars, autobus, métro, vaporetto pour Venise. Tout y est passé, et cela malgré la loi antigrève concernant ce secteur (services publics), loi qui interdit la grève dans les créneaux horaires dits «protégés», correspondant aux déplacements pour le travail : jusqu'à 8 h 30 pour s'y rendre et de 17 h 30 à 20 heures pour en revenir. Si la grève a été largement suivie, aucun accord n'a été signé, par conséquence de quoi les syndicats envisagent une grève nationale pour bloquer tous les services publics, y compris pendant les «horaires protégés». La Sicile n'est pas mieux lotie, avec le risque de faillite pour cette région dont le président (Raffaele Lombardo) est le mieux payé d'Italie, et où les 90 conseillers régionaux touchent la même indemnité que les députés de l'Assemblée nationale italienne (soyons rassurés, ce type d'égalité ne s'étend pas aux ouvriers!). Bref, autant de luttes en cours ou à venir pour nos camarades anarchosyndicalistes de l'USI¹, qui fête cette année le centenaire de sa création.

Et en Espagne ? La routine : grèves, rassemblements, manifestations se poursuivent à un rythme quasi quotidien face à la politique ultralibérale du gouvernement Rajoy.

Toujours plus de coupes budgétaires dans le domaine de la santé, de l'éducation, des retraites, toujours plus d'efforts demandés au peuple pour rembourser «la dette». La seule croissance notable est celle du chômage : 25 % de la population active (soit six millions de sans-emploi), 54 % chez les moins de 25 ans. Les syndicats institutionnels semblent opter pour une stratégie encore plus attentiste que celle de leurs homologues français durant la grève contre la réforme des retraites en 2010.

Le 26 septembre, les travailleurs d'Euzkadi et de Navarre ont répondu à l'appel à la grève général lancé, par les syndicats basques ELA² et LAB³ plus une dizaines d'organisations dont la CNT, la CGT espagnole, Solidaridad Obrera, mais avec l'absence remarquable de l'UGT et des CCOO). Le mouvement a été suivi à 70 % et réprimé assez violemment parfois comme à Ordiña et Vitoria où la police basque (Ertzaintza) s'est défoulée à coups de matraques régionales qui ne sont pas moins douloureuses que celles de l'État central. Devant une situation qui se dégrade de la même façon à travers toute l'Espagne, les adhérents des syndicats d'obédience révolutionnaire (CNT-CGT-SO) n'attendent rien des CCOO et de l'UGT, et appellent d'ores et déjà à des actions dans la rue et sur les lieux de travail. Pour eux, il n'y a rien à négocier avec le gouvernement, mais par contre il y a beaucoup à faire en matière d'organisation avec les forces populaires, véritablement offensives, union, action, autogestion, riposte, autodéfense, horizontalité... Objectif: grève générale le 31 octobre.

En Italie, en Espagne, comme en France, comme partout, il s'agit de rejeter les politiques et les lois qui ne font qu'aggraver le chômage, la précarité et qui interdisent tout partage juste du travail et des richesses. Le choix est donc clair: être acteur ou spectateur, agir ou subir, être libre ou esclave. **R.P.**

1. USI: Unione Sindicale Italiana, créée en 1912 et adhérente à l'AIT.
2. ELA: Eusko Langillen Alkartasuna (Solidarité des travailleurs basques).
3. LAB: Langile Albertzaleen Batzordeak (Commission des ouvriers abertzales).

Météo syndicale



DÉJÀ, C'ÉTAIT PLIÉ dans le marc de café ! Une idée de la CES piquée par la CGT pour redorer son blason sans oublier une dénonciation urbi et orbi du pape de la CFDT (bien que sur le départ, il veille au grain), ça sentait son replâtrage interne à plein nez. Pas de discussions déplacées ou encore de débats sur qui reprendra le levier de commande à Montreuil ! D'autant que, depuis la sortie de Sarkozy et l'avènement de Hollande, il n'y avait pas eu de « rentrée » de la CGT. Des reculades objectives et pas seulement sur PSA Aulnay. Manifester devant le Mondial de l'automobile (voire mieux comme ça été le cas), il n'en est pas question à Montreuil.

Déjà, pas de meeting de rentrée, pourtant ça grogne partout dans la confédération et pas seulement chez celles et ceux qui se revendiquent d'un syndicalisme révolutionnaire, voire de l'anarcho-syndicalisme ! Mais l'affaire est entendue, quoiqu'on en dise en haut lieu : faut pas gêner le gouvernement, donc, circulez y'a rien à voir... CQFD, dans les cerveaux confédéraux, la journée du 9 octobre pouvait servir de remplacement à la vieille solution « à l'initiative de la seule CGT », qui

souvent tente de concilier tous les points de vue. Mais pour ce qui est de l'unité syndicale (à la base comme dans les arcanes), on est priés de s'adresser ailleurs !

C'est pourquoi la manifestation des retraités du 11 octobre a pu représenter, pour plus d'un représentant de la militance syndicaliste, un peu de lumière, d'espoir...

« Tout augmente, sauf les retraites », « Nous ne sommes pas des privilégiés » ou « Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère » sont quelques exemples des slogans dans les diverses manifestations, principalement à Paris. À l'appel de six syndicats (CGT, CFDT, CFTC, Fédération générale des retraités de la fonction publique, etc.). Pourtant, c'est chez les actifs que l'unité syndicale (ou presque) serait plus prometteuse pour l'avenir. Se rejoindre, au lieu de se laisser enfumer par Montebourg et consorts. À propos, où en est-on avec le « plan Goodyear » à Amiens ? Encore des promesses des pouvoirs publics ou du patronat ? Ne seraient-ils pas du même tonneau ?

Jean-Pierre Germain

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Quelques **détrousseurs** de la police nationale

Maurice Rajsfus

Avec tous ces policiers dans les rues de Marseille, les honnêtes gens ne sont plus en sécurité nulle part.

DES POLICIERS POURCHASSENT des petits dealers d'herbe illicite. Non pas pour les arrêter et les déferer à la justice, mais pour leur faire les poches. Avec la quasi-certitude que ceux-ci ne les dénonceront pas. Des menaces et des coups ponctuant les exploits de ces cow-boys censés représenter l'ordre public.

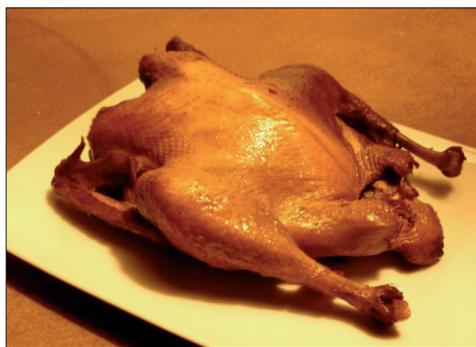
Cela se passait dans les quartiers nord de Marseille, depuis sans doute plusieurs années. En toute impunité jusqu'alors, la hiérarchie fermant peut-être les yeux pour « acheter la paix sociale », comme disent parfois les partenaires sociaux. Ce racket, mis en place par des policiers de la République, n'étant à l'évidence que la partie visible d'un iceberg préoccupant pour notre belle démocratie. C'est donc subitement, dans un ciel sans nuage que le scandale a été révélé au grand jour.

3 % de délinquants dans la police nationale

Créées en décembre 1996 par Charles Pasqua les BAC (brigades anticriminalité) avaient pour vocation de remplacer les unités de ces sinistres « voltigeurs », dont une équipe avait assassiné l'étudiant marocain Malik Oussekin, quelques semaines plutôt. Rapidement, ce corps d'élite devait s'étoffer, et compte actuellement 235 brigades et quelque 5 000 fonctionnaires, recrutés sur la base du volontariat – ce qui explique en partie la violence de leur comportement, tout comme leur délicat vocabulaire.

L'affaire des policiers de la BAC nord de Marseille est bien plus grave qu'il y paraît, et la décision prise par Manuel Valls, le 5 octobre, de dissoudre cette unité d'élite ne fait que démontrer l'étendue de l'épidémie qui frappe la police, parmi les éléments les plus efficaces. Les bons esprits voudraient nous faire croire qu'il ne s'agit, en cette circonstance, que d'un épiphénomène. L'ensemble du corps policier étant blanc comme neige. Et l'on nous sert, preuves à l'appui, que « seulement » 3 % de nos anges gardiens passent, annuellement, devant les commissions de discipline de la

police nationale. (Qu'en est-il des pandores ?) Ce qui représente pourtant environ 5 000 fonctionnaires d'autorité ayant failli, pour un certain nombre de raisons que les citoyens de ce pays n'ont pas à connaître. Nous ne sommes informés que difficilement de l'échelle des sanctions appliquées aux policiers auteurs des diverses dérives qui les conduisent devant leurs juges et néanmoins collègues. Dans l'unité de la BAC nord de Marseille, une vingtaine de policiers étaient



soupçonnés de malversations : douze d'entre eux étant mis en examen et sept écroués rapidement. (À l'heure du bouclage de ce présent *Monde libertaire*, trente policiers sont poissés sur les quarante que comptait ce service. NDLR.) Sur une quarantaine de policiers constituant l'effectif de cette unité, cela commence à faire désordre, et nous sommes loin des 3 % évoqués.

L'affaire a été révélée le 2 octobre 2012, mais une information – en interne – avait déjà été ouverte en novembre 2011, sur la base de « renseignements convergents parvenus à l'IGPN [Inspection générale de la police nationale] ». Rapidement, l'enquête préliminaire, qui avait traîné en longueur, était confortée grâce notamment à des écoutes téléphoniques – sur les véhicules des défenseurs de l'ordre public

– comportant des « éléments suspects et troublants ».

L'instruction judiciaire, ouverte le 21 février 2012, visait déjà des faits de vols (argent liquide, cartouches de cigarettes, stupéfiants et même bijoux) en bande organisée. Certaines de ces qualifications étant passibles de la cour d'assises, avec des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de réclusion criminelle. Une question essentielle ne peut que se poser : pourquoi a-t-il fallu attendre près d'une année pour que les autorités policières s'alertent de cette situation et se décident, enfin, à intervenir ?

Quelques révélations pleines d'intérêt

Une première réponse nous était fournie par le procureur de la République de Marseille. Lequel exprimait le souci de « ne pas stigmatiser la police mais d'identifier s'il existe des brebis galeuses dans le service ». Il n'en reste pas moins que l'IGPN avait déjà mis à jour « une pratique assez répandue dans ce service, depuis un certain temps ». Ce qui n'a pas empêché, par souci de discrétion, évidemment, la garde à vue initiale des policiers ripoux dans les locaux de la gendarmerie. Parce que la garde à vue chez des « collègues » aurait été « très mal vécue par des policiers, choqués de se retrouver dans cette situation ». Fin de la séquence de sanglots retenus par le procureur. Il n'empêche que, déjà, lors des perquisitions dans les locaux de la BAC nord, les enquêteurs devaient découvrir dans les vestiaires de ces braves gens (les agents sont de braves gens – c'est bien connu) de l'argent et des bijoux ainsi que, caché dans les faux plafonds, du cannabis ne provenant pas des scellés habituels. Tout cela étant pourtant révélé aux enquêteurs dès le mois de septembre 2012, par un ancien de la BAC de Marseille qui, sous couvert de l'anonymat, détaillait une partie des activités du groupe. Ainsi, face aux petits dealers : « On va récupérer les jeunes dans les cités qui ont des sacs ou de l'argent sur eux. On les laisse repartir et on garde l'argent pour soi. » Bien évidemment, tous les

Brèves de combat

La CNT et L'école d'Avignon

Des étudiantes de l'ESAA subissent des pressions de la part de leur hiérarchie : harcèlement moral et sexuel, décisions prises de façon unilatérale, développement du clientélisme au sein de l'école, et entrave à la poursuite du cursus universitaire en second cycle. La CNT-FTE tient à affirmer son soutien aux étudiants sanctionnés, afin que cessent toutes ces pressions et que leur cursus universitaire puisse se dérouler normalement.

Schwarzenegger approuve

Arnold Schwarzenegger, acteur et ex-gouverneur de la Californie, a pris fait et cause pour la politique de rigueur budgétaire de François Hollande, soulignant qu'à défaut, la France irait « dans la même direction que les États-Unis ». Le déficit américain a augmenté de plusieurs milliards de milliards de dollars sous les présidences du démocrate Barack Obama et de son prédécesseur républicain George W. Bush, a noté l'acteur lors d'une présentation à Paris de son autobiographie, *Total Recall*. « Les gens refusent de vivre avec leurs moyens », a-t-il déploré. Le (très optimiste) projet de budget 2013 du gouvernement français prévoit 40 milliards d'euros d'économies, via des hausses d'impôt pour les ménages et les entreprises et des réductions de dépenses publiques. « Si vous avez une vision et êtes prêts à travailler dur, vous pouvez arriver à n'importe quoi », a souligné Terminator. Source *Le Monde*.



policiers en situation d'interpeller les dealers n'ont pas ce type de comportement, mais il apparaît que trop nombreux sont ceux qui succombent à la tentation de l'argent facile. Il faut bien nourrir sa petite famille et payer les traites de la voiture. Il n'en reste pas moins que le policier débutant dans la carrière bénéficie d'un salaire supérieur à celui d'un jeune professeur des écoles qui, bien entendu, n'est chargé de maintenir l'ordre que dans sa classe, si celle-ci n'est pas surchargée.

Au cours des premières auditions de ces policiers ayant gravement dérapé, un officier de police se lamentait : « On passe pour des guignols. Maintenant, on va nous coller l'étiquette de ripoux ! » Ce qui correspondait, malgré tout, à cette réflexion du procureur de la République de Marseille, qui n'avait pas hésité à invoquer, dans un premier temps, « des raisons professionnelles d'infiltration » et de « services rendus ». D'où la difficulté de faire la différence entre les besoins du service et l'enrichissement personnel. Un policier de la BAC, en poste depuis cinq ans en région parisienne, ne manquait pas de jouer le réaliste : « La situation peut très vite déraiper. Si dans une voiture de police vous avez trois fonctionnaires sur quatre qui ont décidé de franchir la ligne jaune, il est difficile de résister. Ensuite, c'est l'engrenage. Vous prenez l'argent des dealers une fois et ça devient normal. Et même de revendre de la drogue, ça ne choque pas parce qu'il y a de l'argent au bout. » Et puis, il y a ceux qui ne confient pas leurs états d'âme mais... se situent dans la même ligne de réflexion.

Qui croire, finalement ?

L'interpellé ou l'interpellateur ? Pour un responsable syndical de la police en tenue, c'est une affaire exceptionnelle, quant au nombre de fonctionnaires impliqués. Si les soupçons sont avérés, la justice sévira. Il est vrai que lorsque les policiers « serrent » un pékin suspect, les faits sont déjà avérés (cela va de soi, on verra à s'excuser plus tard, si nécessaire). Un autre policier regrettait : « Ce qui est terrible, c'est que cette histoire va encore compliquer le travail de nos collègues, dans un territoire qui est déjà très compliqué. » Tel quel, ma bonne dame.

Peu à peu, les informations commencent à filtrer, au-delà de l'enquête officielle. Cette affaire révèle au grand jour un système répandu à Marseille depuis longtemps. Les langues commencent à se délier, toujours sous couvert de l'anonymat, car aucun policier ne voudrait se faire qualifier de « balance » par ses collègues. Ainsi, cette « révélation » d'un enquêteur marseillais : « Évidemment, on savait que la BAC nord fonctionnait mal. Surtout le jour, tout simplement parce qu'il n'y a pas de vente de stupés la nuit. On le savait, parce que, régulièrement, quand on entendait un type en procédure, après son arrestation par les saute-dessus, il nous disait : "Je vous jure qu'il y avait 3 000 euros dans ma sacoche, pas 1 000 euros." Pourtant, il était serré et n'avait rien à gagner à nous dire cela. » Le même enquêteur poursuit : « Pour être franc, il arrivait que je croie

plus l'interpellé que l'interpellateur... C'est très gênant de croire le délinquant contre un collègue. C'est trahir sa famille. Quand on pouvait, on endormait, on passait à autre chose, et cela n'apparaissait pas dans la procédure. »

Qu'en est-il du matricule du policier ?

Sans être nécessairement fanatique du handball, il est possible de s'étonner que, ce même 2 octobre 2012, étaient dévoilées les mauvaises manières policières de la BAC de Marseille nord et l'affaire des paris mettant en cause, à grand fracas, des joueurs de Montpellier. Cela avec un grand luxe de détails : interpellations choquantes par la police, sur le stade, révélation des noms des joueurs et de leur compagne, alors que le plus strict anonymat était respecté pour les policiers ripoux de Marseille. Il était ainsi démontré, une fois de plus, que les policiers – même déviants – sont des citoyens différents et même intouchables autant qu'il est possible. C'est ainsi que, depuis quelques décennies, le numéro matricule ornant le col de la vareuse des policiers a été supprimé. Sans doute, pour qu'il ne soit pas possible de retrouver leur nom.

À ce sujet, j'aimerais risquer un souvenir personnel. C'était en novembre 1995, au Salon du livre Brive-la-Gaillarde. Je venais de publier mon livre, *La Police de Vichy*. Assis à mon stand, derrière une pile des livres, j'avais l'impression d'attirer les policiers comme un papier tue-mouches devient irrésistible les jours de grande chaleur ou lorsque la maison se trouve près d'une étable. Toujours est-il que les bœufs tournaient autour de mes livres, l'air mauvais. Je ne tardais pas à être pris à partie par un policier en civil, qui n'était pas de service. Motif ? La couverture de ce livre représentait des policiers parisiens, réunis en janvier 1942, au Palais de Chaillot, tous les bras levés de façon très significative, pour prêter serment d'allégeance au maréchal Pétain. Mauvaise image pour la police donc, mais la réaction intempestive de mon interlocuteur venait du fait qu'il était facilement possible, en se référant au numéro de matricule, très visible de « l'ancien », de retrouver son nom, et peut-être de le livrer même de façon posthume.

Les régimes changent, mais les policiers n'ont jamais changé de nature... **M. R.**

Sources pour les confidences des policiers et du procureur de la République de Marseille : *Le Monde*, *Libération*, *Le Parisien*, Canal +, France Inter, France Info et France 2.

Prisons

Lettre de Lille-Annœullin

La prison se modernise. Et, toute belle toute neuve, elle reste un monde glacé d'enfermement nu, destructeur de la personne humaine.



« EN JUIN 2007, certaines lettres de prisonniers filtraient de la prison de Sequedin, prison construite en 2005 près de Lille. Elles dénonçaient les humiliations, le racisme et la violence dont la population pénale était victime.

En juin 2011, le centre pénitentiaire d'Annœullin ouvrait ses portes. Cet établissement, inscrit dans un plan national de construction, se veut être une prison moderne, confortable, plus humaine, prenant le relais du centre de détention de Loos, dont la vétusté et la surpopulation étaient les critères dominants. Or, force est d'admettre que, loin d'avoir résolu quelque problème que ce soit, ce centre d'expérimentation pénitentiaire, à l'instar de ce que fut Sequedin en son temps, fait subir à ceux qu'il enferme les souffrances de la déshumanisation carcérale.

À ce jour, il nous appartient derechef de briser le mur du silence en dénonçant conjointement la violence de l'institution et son insolent pouvoir axé sur le musellement des enfermés. Par ces divers courriers, notre dessein est d'alerter l'extérieur sur les conditions de détention intrinsèques à la prison d'Annœullin. Ces témoignages divulguent le comportement de certains surveillants et autres gradés, faisant état d'une intimidation régulière, d'abaissements constants et de

brimades usuelles. Ils sont aussi ce que vous voudrez bien en retenir. Certains prétendront qu'il ne s'agit là que d'excès et d'abus de pouvoir d'une minorité. Ce à quoi nous rétorquerons qu'il en est de la marque de fabrique des lieux, représentant son fonctionnement en lui-même.

Pour imaginer pouvoir résister, il faut commencer par pouvoir parler. Pour s'organiser, il faut pouvoir échanger des idées et c'est cela que tente d'empêcher l'administration gardienne.

Nous n'avons alors d'autre option que de braver cet interdit en dévoilant ce qui doit l'être.

Construire de nouveaux établissements n'a jamais servi à humaniser le système carcéral sachant que prétendre humaniser les prisons, c'est tenter d'humaniser les cimetières.

Construire de nouvelles prisons ne répond qu'à une logique de surenchère, à savoir enfermer toujours plus et toujours plus longtemps et n'obéit qu'à une optique de rentabilité assimilant le stock humain à une matière première économiquement exploitable.

La torture ne s'aménage pas, elle se supprime.»

Xavier Vanlancker

Lettre de septembre 2012

État des lieux

Les faits

L'inculpation de Malin Mendy en juin 2012, alors détenu à la prison d'Annœullin, pour « agression volontaire sur surveillant pénitentiaire et rébellion », alors qu'il était manifestement celui sur qui cette violence volontaire s'est exercée, est l'un des seuls événements en provenance des prisons de Lille qui soit parvenu à attirer l'attention de la presse, locale et régionale.

Pourtant, depuis l'ouverture de ce centre pénitentiaire, une succession d'actes relevant de la torture psychologique, du harcèlement quotidien et de la brutalisation constante des prisonniers n'a cessé de rabaisser ceux-ci au rang de sous-hommes. Combien de suicides dans des circonstances douteuses, de corps dénudés traînés à terre jusqu'au « mitard », d'insultes racistes et de pratiques déshumanisantes de la part de l'administration pénitentiaire, visant à imprimer la peur et à infantiliser les détenus ? Quiconque refuse cet état de fait risque de voir se déployer l'arsenal

des sanctions disciplinaires, doublé des condamnations supplémentaires allongeant des peines déjà trop longues, et qui forment la base quotidienne de la survie à la prison d'Annœullin.

Expérimentation dans le Nord

En 2007, les révoltes de Sequedin avaient permis de faire sortir des murs certaines informations sur des exactions commises à l'intérieur et avaient révélé que les prisonniers étaient prêts à tout pour protester contre les violences institutionnelles et la déshumanisation provoquée par l'enfermement.

La répression des révoltes avait, quant à elle, mis en avant que les autorités carcérales ne comptaient pas changer leur mode opératoire et ne se donnaient aucune limite pour faire rentrer les détenus dans le rang. Le fait que de nombreux prisonniers de Sequedin – ainsi que la direction de ce centre – furent transférés à Annœullin après les révoltes



semble indiquer que la répression sécuritaire des différentes prisons du Nord ne fait que se poursuivre tout en s'aggravant.

Plusieurs détenus d'Annœullin ont envoyé des appels au secours à l'extérieur, s'inquiétant du « climat dangereux » qui règne dans cette prison, qu'ils décrivent comme une sorte de « laboratoire » où s'expérimentent des méthodes de répression. Le fait que certaines unités de l'ancien centre de détention de Loos soient venues s'entraîner au cours d'exercices de simulation d'intervention musclée dans les couloirs de la prison d'Annœullin avant même qu'elle ne soit ouverte en 2011 ne vient que confirmer cette hypothèse. Annœullin est bien une prison « moderne », au sens de la torture psychologique et physique moderne, ou bien encore un lieu d'expérimentation de la gestion publique/privée de l'enfermement et de l'esclavage économique « moderne ». Mais Annœullin, c'est également un laboratoire où tout est fait pour que les liens les plus élémentaires ne puissent pas se tisser entre les détenus – comme le révèlent tant l'architecture des bâtiments que les techniques de gestion par la peur et l'intimidation.

Le silence des médias

Annœullin, c'est aussi le huis clos propre à toutes les prisons, la chape de silence maintenue à tout prix pour qu'aucune parole libre des prisonniers ne filtre à l'extérieur des murs. Seule la directrice du centre pénitentiaire, Aurélie Leclercq, a le droit à la parole dont elle use pour s'extasier dans la presse de ses talents de jeune *manager* passionnée. La voix des détenus, sans cesse réprimée car discordante, ne sort jamais des murs d'enceinte. Pour certaines personnes détenues à Annœullin, le silence des médias est incompréhensible : « Est-ce que ces incidents en amont ne sont suffisamment révélateurs en soi du climat dangereux entretenu ici même ? Faut-il réellement d'autres péripéties de ce type pour qu'[un] journaliste nous concède un indice de sincérité ? En 2007, il n'y eut pas le quart de ce qui s'est passé ici et pourtant le résultat fut là. »

Les lettres et témoignages auxquels fait référence Xavier Vanlancker dans son communiqué constituent une volonté de fracturer ce silence et de prouver que solidarité et résistance sont encore d'actualité malgré les tentatives ininterrompues de l'administration pénitentiaire de briser les détenus.

Le Groupe Enquête Prison

Une partie de ces témoignages sont disponibles sur le blogue : contrelenfermement.noblogs.org

Chronique néphrétique

Piétaille et destin

« *L'HYBRIDATION* avec certaines doctrines écologistes fondamentalistes fait de certains pseudo-théoriciens (ou plutôt, propagandistes) actuels des anarches latents, en devenir, dont la force collective prend progressivement forme sans avoir encore pris conscience de son caractère profondément conservateur et rétrograde. J'y vois une métavictoire du système dominant sur ce qui pouvait constituer, dans l'anarchisme, un germe de menace pour son hégémonie. Sans le savoir, vous avez changé de destin, et vous servirez de plus en plus de forces d'appoint à des mouvements plus forts que vous. »

(Je poursuis, depuis plusieurs semaines, ma réponse à une lettre de Javali Negro publiée dans le n° 1683. J'ai abordé précédemment le « conservateur et rétrograde ».)

Il y avait dans les manifs écolos des années 1970, un slogan : « État nucléaire, État policier ! » qui, lorsqu'il était développé, précisait que la nécessité de protéger les installations nucléaires entraînerait un flicage accru. Était d'ailleurs déjà abordé le risque terroriste et celui d'avion s'écrasant sur un réacteur. Craintes réunies et réactivées un temps dans les médias après la chute du World Trade Center. A contrario, peu de probabilité qu'un fanatique quelconque vienne se faire exploser sur vos panneaux solaires. Je simplifie, mais était donc posée l'alternative à une énergie centralisée, dangereuse pour la santé et la démocratie.

Lorsque l'on constate à quel point la technologie du flicage s'est répandue partout, à quel point l'idéologie nucléaire a pu contaminer, par exemple, l'ensemble des médias japonais... On peut se dire qu'il s'agissait bien d'un choix de société, et que celui qui a été fait nous éloignait d'un idéal libertaire. Toutes les réflexions, réalisations qui promeuvent habitat, bâtiments, transports économes, autonomes, autoproducteurs en énergie, qui donc permettent une pluralité d'approches et de liens avec un réseau qui n'est plus verticalement à sens unique, sont des opportunités démocratiques. Parce que cela donne à de nombreux individus la liberté de tester, d'expérimenter, d'inventer, de ne plus être dans la posture du simple consommateur, autorisé à choisir la couleur de son

papier chiotte, mais privé de tous les choix essentiels. Cette tendance, même si elle est récupérée par les marchands, n'en est pas moins compatible avec l'idée que je me fais d'une société de libertés.

Donc je soutiens. J'ai évidemment en tête la capacité du capitalisme à rebondir, à se métamorphoser. J'ai aussi à l'esprit les craintes exprimées parfois d'un « fascisme écolo ». Et il est vrai qu'au nom de la survie planétaire, nous pourrions nous voir imposer des comportements, des idées, des produits, des pouvoirs, une nouvelle « union sacrée ». Le scénario est envisageable. Mais il n'entre pas dans le top ten de mes craintes économiques ou politiques.

Suis-je en conséquent une force d'appoint à un mouvement plus fort que moi ? On peut l'interpréter ainsi, puisque les Verts réussissent à dénaturer mes combats originels en voix, en postes, en marchandages et en politique politicienne. Et, alors, tous ceux qui sont au cœur des luttes écolo peuvent se sentir pareillement piétailles. Mais pas plus que dans n'importe quelle manif syndicale... Et je ne vois pas en quoi cela affaiblirait « la menace que je suis pour le système dominant », si je ne perds pas de vue l'essentiel, l'essence même de mon combat.

Jamais nous n'avons eu autant de faits, de scandales, qui dévoilent la compromission permanente des pouvoirs politiques et économiques. Pour tous ceux, politiciens de gauche et naïfs militants qui opposent l'État aux capitalistes, à la finance, aux lobbys, voyant en lui un rempart, après les couleuvres, le Mediator, les pesticides, le bisphénol, l'amiante, les fruits sans goût, la bouffe qui tue, la politique de Hollande, le nucléaire sûr et la casquette, c'est le pantalon qu'ils peuvent avaler ! La prise de conscience de catastrophes de santé publique, de drames causés par ces compromissions, fera peut-être plus que toutes nos théories pour dévoiler la nature et le rôle de l'État. Il est là le « germe qui menace leur hégémonie ». À nous de le faire pousser. Tel est notre « destin » !

Rodkol

rodkol@netcourrier.com

Le père **Leclerc** a cassé sa pipe

Rupture dans la chaîne du froid : l'empereur de la grande distribution, qui faillit devenir prêtre, est mort à 85 ans, lundi 17 septembre, dans son manoir...

Stef@

LES DEUX GRANDS QUOTIDIENS régionaux, Ouest-France et Le Télégramme, n'ont pas tari d'éloges pour le fondateur du groupe Leclerc. Il est vrai que la vie de leur journal doit beaucoup à cet annonceur qui n'hésite pas à dépenser des sommes folles en publicité. Si nous n'avons pas les chiffres des recettes publicitaires perçues par Ouest-France, en revanche ceux du Télégramme sont connus : 800 000 euros annuels y sont dépensés par Leclerc (infos de 2009) !

Ça vaut bien une chouette nécro !

Déjà, lorsque le chef de l'État français Nicolas Sarkozy a décoré « l'épicier de Landerneau » de la Légion d'honneur fin 2009, les deux patrons des quotidiens régionaux, F. R. Hutin et H. Coudurier, étaient présents et ont pu japper à qui mieux mieux.

Notons que cette décoration s'est faite contre l'avis du préfet du Finistère. Comme tout le monde dans le coin, ce dernier était au courant du passé trouble d'Édouard durant l'Occupation. L'attribution de la rosette a bien fait jaser dans le landerneau (c'est le cas de le dire !) des résistants et de leurs familles. C'est que l'Édouard aurait un peu collaboré, livré quelques noms aux nazis et même porté l'uniforme allemand. On n'est pas très sérieux quand on a 17 ans ! Un procès en diffamation est en cours contre le journaliste d'investigation Bertrand Gobin qui a remis l'affaire au goût du jour mais il a, semble-t-il, bétonné son dossier de preuves accablantes (consultez son site : bertrandgobin.fr). Il s'agit d'une pratique courante de la classe dominante pour décourager les critiques car elle sait que l'intégralité des frais de procès ne sera pas remboursée à son détracteur, même s'il gagne... Ainsi est faite la justice bourgeoise, laquelle est appelée à trancher en février 2013.

Bizarrement, ni Ouest-France ni Le Télégramme n'ont fait allusion à cette ombre

dans le parcours du « visionnaire », du « pionnier » ! Il est vrai que Michel-Édouard (le fils) « a su maîtriser les médias », avoue Ouest-France dans son édition du 18 septembre...

Mais s'il n'y avait « que » ce passé lointain... Or, le bâtisseur de « l'empire » Leclerc est présenté comme celui qui a « baissé les prix [pour en faire] profiter les consommateurs ». Et la recette serait simple : il était une sorte de grossiste faisant de la vente directe, en supprimant les intermédiaires et en n'ayant « pas d'actionnaires à servir ».

Des méthodes de ruffian

Si Ouest-France reconnaît que « la contrepartie des prix bas, c'est une politique très dure à l'égard des fournisseurs, parfois étranglés par l'enseigne devenue leur principal client », nos journalistes ne diront rien des marges arrières... à cause desquelles le groupe Leclerc a été condamné en 2009 à restituer 23 millions d'euros à certains fournisseurs.

Ils tairont complètement la politique salariale au rabais pratiquée dans la grande distribution au sens large (pas seulement chez Leclerc) et ses corollaires, une forme de répression antisyndicale, les temps partiels imposés, les conditions de travail et les horaires (tôt le matin et assez tard le soir), avec parfois des coupures assez longues en milieu de journée, les ouvertures certains dimanches (avec l'aval de la préfecture ou des mairies). En plus, les patrons sont encouragés à maintenir les salaires bas depuis plusieurs années, car, « au nom de l'emploi », les gouvernements ont réduit ou exonéré certaines cotisations sociales pour les salaires jusqu'à 1,6 fois le Smic : la Sécurité sociale est ainsi privée de recettes mais les profits des hypermarchés s'en trouvent augmentés...

Les principaux emplois de la grande distribution sont ceux d'hôtes et d'hôtesse de caisse mais les caisses automatiques se substituent de



Arrivage au rayon boucherie

plus en plus au personnel humain. Et il se trouve des cons-sots-mateurs, qui se croient « autonomes » en passant par ces caisses automatiques alors que cela revient à travailler gratuitement pour les patrons des supers et hypermarchés !

Il ne nous sera pas dit non plus que la pratique des prix bas implique pour les fournisseurs et les petits producteurs de rogner sur la qualité, entre autres des denrées alimentaires. Ainsi, l'industrialisation de l'agriculture avec tous ses dégâts sociaux, écologiques et sanitaires, la désertification rurale, doit beaucoup à nos grands distributeurs.

Dans une interview donnée au site de L'éconovateur en mars 2012, l'expert-comptable Christian Jacquiau, auteur de *Les Coulisseries de la grande distribution*, nous permet d'appréhender plus largement l'illusion des prix bas : « Au prix d'achat initial, le consommateur doit rajouter, sans qu'il s'en rende vraiment compte : les prélèvements sur impôts (aides agricoles, frais d'infrastructures routières...) ; les dégâts sociaux (chômage, dévitalisation des quartiers et zones rurales) ; l'atteinte à l'environnement (faire ses courses près de chez soi engendre quatre fois moins de pollution et de nuisances qu'acheter les mêmes provisions dans un hypermarché de périphérie) ; le gaspillage énergétique (la production locale n'étant pas privilégiée, faire venir des marchandises des quatre coins du monde est coûteux en énergie) ; déresponsabilisation internationale (qui contrôle l'impact socio-économique des produits fabriqués dans les pays émergents?), etc. La liste est longue... »

Les grandes surfaces prétendent créer de l'emploi mais passent sous silence ceux, bien

plus nombreux, qui sont détruits pour faire face à leurs exigences : dans le commerce, dans l'industrie, dans la paysannerie.

On ne dira rien de l'enlaidissement de la périphérie des villes et des banlieues, et même des bourgs parfois, avec leurs zones commerciales qui se ressemblent toutes. L'hypermarché occupant une place centrale en la matière, il n'est pas le dernier à les défigurer... C'est tout l'aménagement de l'espace qui est structuré en leur faveur.

Concert de louanges

La presse régionale, enchaînée par la publicité qu'elle perçoit, rampe et flatte ses généreux annonceurs. Peut-être est-ce pour cette raison que des anarchistes la qualifient de « presse bourgeoise et régionaliste » ?

Mais, les politiciens « roses » (on ne peut quand même pas dire « socialistes » !) rivalisent dans le léchage de bottes, jusqu'au plus haut niveau de l'État. Nous vous laissons savourer leurs flatteries (extraites du Télégramme du 18 septembre 2012) :

– « Le chef de l'État a rendu hommage à un chef d'entreprise "qui a rénové la grande distribution française, tout en faisant de la défense des consommateurs et d'une certaine éthique commerciale un combat incessant". » (On goûtera particulièrement le terme « éthique »...)

– « Le chef du gouvernement a salué "une réussite économique incontestable". »

– Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense : « Édouard Leclerc était un visionnaire qui avait fait le choix, osé à cette époque, de vendre à prix de gros les produits de la vie courante. Il restera incontestablement cet entrepreneur breton devenu le père de la grande distribution française. »

– Pierrick Massiot, président du Conseil régional de Bretagne : « Sa capacité d'innovation et son esprit pionnier forcent l'admiration. C'est un des plus grands entrepreneurs bretons qui nous a quittés aujourd'hui et je tiens à lui rendre hommage. »

– Le représentant local de l'UMP, Jacques Le Guen, conseiller régional de Bretagne, ne pouvait faire moins que ses comparses « roses » : « Je me souviens qu'il y a près de cinquante ans, alors Landernéen, mes parents allaient faire des achats dans le premier magasin d'Édouard Leclerc à Landerneau, lorsque les fins de mois étaient difficiles. Édouard Leclerc défendait un certain nombre de valeurs humaines et chrétiennes qu'il a essayé de mettre en œuvre dans l'intérêt des consommateurs. »

Et les anarchistes, qui considèrent que l'État, son gouvernement et ses collectivités locales sont au service du capital, exagéreraient ? En tout cas, ce début de semaine, nos mouchoirs n'ont pas été envahis par les larmes...

Et même si c'est tout un système qui est à détruire et un autre circuit de production-distribution-consommation qui est à concevoir, sur une base d'entraide et d'autogestion, ce lundi 17 décembre, en découvrant les infos, il a été difficile de ne pas s'exclamer : « Un de moins ! »

Ordures capit

À propos de Bernard Arnault, d'exil fiscal, de morale libérale et de collusion entre les affaires et la politique.

Jacques Langlois

LES MÉDIAS NOUS INFORMENT que Bernard Arnault (copain de Sarko, invité du Fouquet's en 2007), le futur ermite, veut acquérir la nationalité belge en sus de la française. Le but est en fait de préparer la transmission sans impôts à sa famille ; le moment venu, il suffira de renoncer à la nationalité française pour ce faire. Une fois belge, il pourra aussi se déclarer résident à Monaco. Le fric n'a pas d'odeur ; il n'a pas non plus de patrie. Le sieur (huile du capital) Arnault a 32 milliards d'euros de fortune, soit la première des Français et la quatrième mondiale. Il dirige LVMH, 100 000 salariés de par le vaste monde. Mais voyons d'où vient ce type et comment il a fait fortune. Contrairement à la légende libérale des *self-made-men*, il n'est pas parti de rien et il ne s'est pas fait tout seul.

Les dessous de cette réussite

C'est l'héritier d'une boîte de BTP dans le Nord à lui transmise par son papoune. Il a ensuite créé une maison de promotion immobilière, Fériel, qui proposait des résidences de vacances à la mer. N'oublions pas que le BTP et la promotion immobilière sont les fleurons de la corruption des édiles et des passe-droits pour construire *low cost* grâce à des cadeaux des municipalités (terrains, par exemple, devenant subitement constructibles sur le littoral prétendument protégé du bétonnage ou expropriations pour cause d'utilité publique au profit du promoteur acquérant ainsi les terrains pour pas cher).

Puis notre entrepreneur s'est vu accorder la reprise de l'empire Boussac (déjà sévèrement écorné par les frères Willot) par un tribunal de commerce peu regardant et avec un prêt étatique de 2 milliards de francs (316 millions d'euros aujourd'hui). Ce prêt a été consenti en 1984 par... devinez qui, Fabius. En contrepartie, Arnault devait sauver la boîte et maintenir l'emploi. Mais Arnault, rien à voir avec le pape des jansénistes, a vendu tout ce qu'il a pu (usines, beaux bâtiments ; à l'instar des Dalton qui avaient liquidé

Saint-Frères) et conservé les fleurons de l'empire comme Dior. Mais Fabius n'a pas exigé le retour des 316 millions, ni ses successeurs, après la défaite électorale du PS en 1986.

Ensuite, Arnault a racheté patiemment des tas de boîtes (dont Louis Vuiton) en usant de méthodes dignes du *Leverage Buy Out* (LBO), méthode autorisée par les socialos (il ne faut pas oublier que la dérégulation financière a commencé sous eux avec Bérégovoy, Fabius, DSK) et qui consiste à sortir 10 % du prix de sa poche, à emprunter les 90 % manquant et à faire payer l'emprunt (amortissement et intérêts) à la boîte rachetée tout en la pressurant à mort (dégraissages, notamment) pour faire juter du profit. Au bout de quatre ou cinq ans, la maison est revendue avec profit à un autre spéculateur ; le profit tiré du LBO dépasse donc souvent 90 % (fastoche, c'est au moins 100 de valeur initiale moins les 10 % d'apport frais, les 90 d'emprunt ayant été payés par les rachetés). On imagine aussi que la méthode Tapie (achat d'une boîte battant de l'aile puis dégraissage Willot des beaux actifs immobiliers) très à l'honneur sous les socialistes mitterrandiens a été employée avec bonheur par notre chef d'entreprise audacieux. Arnault avait tenté de faire main basse sur Hermès (en achetant en loucedé des parts détenues par des membres de la famille sans en informer le gendarme de la Bourse et à la limite du délit d'initié), mais celle-ci s'est bien défendue jusqu'à présent.

C'est donc un homme de haute vertu qui s'est montré, seul, un remarquable capitaine d'industrie. Mais avec le concours de cet État socialiste si honni et qui veut maintenant imposer votre fortune. Sans la bienveillance des pouvoirs publics, LVMH n'existerait pas. C'est facile de faire fortune quand les gouvernements vous aident si bien à escroquer les autres.

Les lois et les politiques complices

Mais Arnault ne s'est pas non plus fait tout seul. Il a fait Polytechnique aux frais du contribuable.

Capitalistes

Études quasiment gratuites dont le bon-homme est donc redevable à la France. Mais, soyons juste, on n'apprenait pas les manipulations financières à l'X à l'époque. Arnault a appris tout seul mais il avait l'exemple des Willot et de Tapie qui s'y connaissaient en trucs et montages olé olé. Cela dit, rien n'aurait été possible sans les opportunes lois gouvernementales qui les permettaient sans sanction. Sauf à dépasser les bornes comme les Dalton. La République a donc été bonne fille et la patrie lui a tout permis. On mesure donc le degré d'ingratitude de ce quidam qui veut échapper aux impôts sur la fortune qu'elles lui ont permis d'accumuler. Les lois devraient permettre de retirer sa nationalité à un individu qui se montre apatride en allant chercher une autre nationalité. Le moins serait que de tels gugusses soient condamnés à rembourser les frais de formation et les aides de l'État avant de pouvoir filer à l'anglaise. On pourrait aussi nationaliser ses possessions en France contre des obligations d'État à 2 % sur cinquante ans. Que va faire Hollande I^{er} ?

Cette biographie est une illustration exemplaire des collusions entre le politique et les puissances d'argent, du rôle des lois quand elles sont systématiquement édictées en faveur du capital sous couvert de démocratie représentative. Et avec le concours d'avocats d'affaires plus ou moins spécialisés dans « l'optimisation fiscale » à l'instar, peut être, du souverain précédent, à savoir Rodotarinskoltignac.

Ce que prouve Arnault, c'est que l'impudeur et l'immoralité n'ont plus de limites. On ne pense qu'à soi, tant pis pour les autres et le pays. Le révoltant de l'histoire est que les déplorateurs de la « perte des repères » sont en même temps et surtout de chauds partisans du libéralo-capitalisme mondialisé. Ils gémissent hypocritement sur la perte du sens moral sans voir que c'est une conséquence de leur philosophie. En effet, depuis deux siècles, le libéralisme a encouragé l'individualisme, l'utilitarisme, l'esprit de lucre, etc. Avec la



mondialisation, le tout-marché, le tout-finance, cette morale a pu se déchaîner. Dès lors, les dirigeants d'entreprise, les politicards, les journalistes stipendiés, les banquiers ont perdu tout sens de l'honneur, toute vergogne au point d'aller jusqu'à truquer les comptes (Enron, Parmalat, Vivendi), à jouer contre leurs clients (Goldman Sachs qui a vendu des dérivés en spéculant à la baisse contre eux), à se laisser acheter par les lobbys finançant leurs campagnes électorales pour faire voter des lois favorables aux monopoles et aux rentes, à payer de faux chercheurs pour contrer les attaques de leurs produits nocifs, etc. Mais il ne s'agit pas de comportements individuels : ces

derniers n'ont pu se multiplier que par la grâce de la dérégulation financière et commerciale votée par les politicards aux ordres des puissances d'argent. C'est un système prédateur qui a été ainsi mis en place, système qui conduit à un abîme exponentiel entre les 1 % et 0,1 % les plus riches et les 99 autres pour cent (nom d'un mouvement d'indignés aux États-Unis, les 99).

Il faudrait déjà d'urgence, n'est-ce pas M. Hollande, re-réguler le commerce et la finance. Avant d'arriver à la mise en place d'un tout autre système socio-économique, ce qui suppose la mise en place d'une véritable démocratie.

J. L.

Anarchisme et politique économique (II)

Où nous farfouillons dans la boîte à outils du père de l'anarchisme.



« Anarchisme et politique économique (I) » a paru dans le n° 1683 du Monde libertaire.

IL SERAIT PEUT-ÊTRE TEMPS de revenir aux «fondamentaux», comme on dit. Je pense en particulier à Proudhon. On dit que Proudhon était opposé aux grèves. Ce n'est pas vraiment ça. Il disait que les grèves ne modifiaient pas fondamentalement la situation du prolétariat. Il n'a jamais nié que les grèves menées par des ouvriers qui voulaient améliorer leur situation étaient illégitimes. Proudhon avait une attitude qu'on pourrait qualifier de «réformiste révolutionnaire». Face à une situation de crise, il proposait des solutions structurelles. On a l'impression que tout ce qu'il avait proposé a échoué, mais pas du tout.

Les banques à taux zéro ou à 1 % ont effectivement fonctionné pendant longtemps : ce fut la banque centrale qui, en France, prêtait à 1 % aux collectivités locales, aux organismes publics, lorsqu'ils voulaient investir. Ça a très bien fonctionné jusqu'à la signature du traité de Lisbonne en 1973. Ce traité interdit aux organismes publics d'emprunter à taux 0 ou 1 % à la banque centrale, il les oblige à contracter leurs emprunts auprès des banques privées, aux taux du marché. Mais le traité n'interdit pas aux banques privées d'emprunter à des taux très bas à la Banque centrale pour ensuite prêter à des taux très élevés aux organismes publics. Il ne faut pas aller chercher plus loin l'origine de la dette publique catastrophique qui touche aujourd'hui tous les pays, à des degrés divers.

Ce qui est curieux, c'est que cette question n'a absolument pas été abordée par le Parti socialiste pendant la campagne présidentielle. Or, elle se trouve au centre du débat sur la dette.

Proudhon déjà...

L'idée de Proudhon, à l'origine, était révolutionnaire; elle a tout d'abord été récupérée par le système capitaliste parce que celui-ci n'a pas été renversé. Elle a ensuite été remise en cause par le système capitaliste parce qu'il a trouvé un moyen extrêmement efficace de tondre la laine sur le dos des gens. Mais si ça a tourné en eau de boudin, ce n'est pas de la

faute de Proudhon. Je pense qu'un jour, après le Grand Soir, il faudra rétablir le système imaginé par lui, ou quelque chose d'approchant. En attendant de supprimer la valeur, bien sûr, si un jour j'arrive à comprendre ce que ça veut dire...

Un autre exemple de «réformisme révolutionnaire» à la Proudhon. La révolution de 1848 en France est survenue à une période de grave crise économique. Beaucoup de gens se retrouvaient à la rue parce qu'ils ne pouvaient plus payer leurs loyers. Une situation qui rappelle quelque chose de récent. Proudhon proposa un moratoire sur les loyers, puis il proposa une loi qui ferait que les loyers versés seraient comptabilisés et, au bout de vingt ans, les logements appartiendraient à leurs locataires. Évidemment, les bons bourgeois crièrent au scandale et la loi ne passa pas, mais l'idée n'était pas si farfelue que ça. En effet, son idée se pratique, mais évidemment de manière très limitée. Il arrive que, dans les HLM, on propose aux locataires un rachat en tenant compte des loyers versés ou d'une partie de ceux-ci. Certes, on pourra toujours dire que les HLM refilent la patate chaude aux locataires quand les logements deviennent vieux et coûteux à entretenir. Proudhon avait prévu le coup : dans son projet, ce sont les municipalités qui seraient chargées ensuite de l'entretien des logements, en mettant sur pied des «compagnies ouvrières».

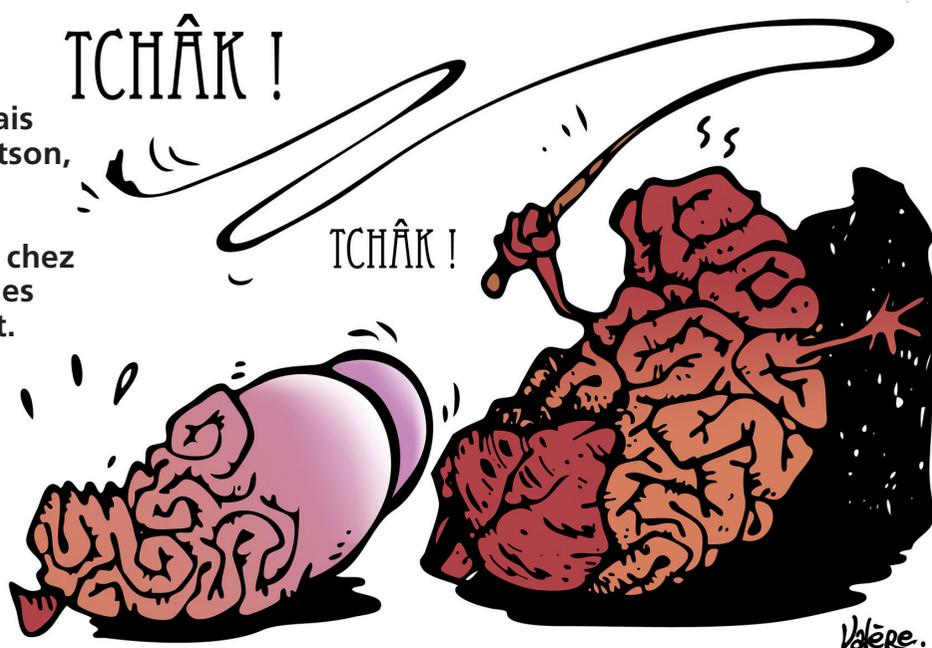
Il ne serait pas difficile d'imaginer des adaptations de ce principe à la réalité d'aujourd'hui.

Je pourrais aussi mentionner l'idée de mutualisme, largement développée par Proudhon. Je suppose qu'aujourd'hui, même nos révolutionnaires les plus purs, même ceux qu'un copain de mon syndicat appelait les «révolutionnaires pavillonnaires» (ils achetaient tous des pavillons à Montreuil) adhèrent à une mutuelle (ces révolutionnaires-là sont souvent très pointilleux quand il s'agit de leurs intérêts). Eh bien ! le mutualisme c'est aussi une idée à laquelle Proudhon a attaché son nom.

Éric Vilain

Ce que le **pouvoir** fait au cerveau

Ce texte résume et présente en français certains aspects du livre de Ian Robertson, professeur de psychologie au Trinity College de Dublin, *The Winner Effect, How Power Affects Your Brain* publié chez Bloomsbury. C'est à cet ouvrage que les numéros de page indiqués se réfèrent. On y trouvera la liste des articles scientifiques sur lesquels il se fonde.



Jean-Manuel Traimond

LE POUVOIR EST UNE DROGUE. Ceci n'est pas une métaphore, mais une constatation médicale. Le pouvoir entraîne accoutumance et dépendance, comme l'héroïne, comme la cocaïne. Le pouvoir, réalité sociale, modifie la réalité biologique, hormonale et neuronale des personnes qui en ont.

Une personne dépendante a sans cesse besoin de ce dont elle dépend. Peu à peu, la quantité ou l'intensité de ce dont elle dépend doit augmenter pour retrouver le même plaisir. Il faut donc de plus en plus de pouvoir à la personne qui dépend du plaisir procuré par le pouvoir.

La victoire déclenche la même accoutumance que le pouvoir. Gagner déclenche de puissantes décharges de testostérone et de dopamine. Les conséquences politiques sont claires : écraser autrui procure du plaisir, un plaisir addictif.

« L'un des plus grands dangers menaçant le monde vient de ce jaillissement de testostérone dans le sang d'un dirigeant à haut besoin de pouvoir lorsqu'il gagne. Ce jaillissement hormonal est enivrant. Comme l'alpiniste qui cherche la satisfaction du pic suivant, plus dangereux, le politicien dépendant du pouvoir trouve difficile de se satisfaire du train-train de la politique quotidienne : il se languit du flash chimique que la victoire déclenche en lui. Hélas, comme tous les flashes de ce type, il faut que le stimulus suivant soit plus puissant, pour obtenir un effet égal » (p. 128).

Les hormones du pouvoir

La testostérone. Un petit poisson appelé *Haplochromis burtoni* se décline en deux types, T et NT. T, agressif, porte de vives couleurs. NT, guère ou pas du tout agressif, des écailles grises. Mais, de temps en temps, un NT devient soudain coloré et agressif. Bref, il devient un T. Dans son cerveau qui se met à sécréter de la gonadotropine, un groupe de cellules grandit jusqu'à huit fois, et ses testicules de NT atteignent bientôt les dimensions de celles des T. Son niveau de testostérone augmente. Pourquoi ? Lorsqu'un prédateur dévore un T, son territoire devient libre. Si un NT s'arroge ce territoire, il devient T. Un poisson humble, à faible taux de testostérone, devient agressif dominateur, à taux élevé de testostérone. Un changement dans le groupe et dans l'espace a provoqué un changement dans le caractère et dans le corps.

On a mesuré, en 2003, le niveau de testostérone de traders de la City : plus élevé le profit du jour ! La chose s'explique : la testostérone rend plus attirante la prise de risque. En 2003, à la City, la prise de risque payait.

On a aussi mesuré les niveaux de testostérone de supporters du Brésil et de l'Italie avant le match de coupe du monde de football de 1994. Après la victoire du Brésil, on courut à la chasse des supporters. Chez les Brésiliens, la testostérone avait augmenté en moyenne de

28 %. Chez les Italiens, les vaincus, elle avait baissé de 27 %.

Gagner, même par procuration, augmente la présence de testostérone, perdre, même par procuration, la diminue.

Le taux de testostérone d'un homme diminue en moyenne de 34 % s'il devient père. La diminution est en raison directe du temps passé avec ses enfants : encore un changement social avec une incidence biologique directe.

On a jaugé la testostérone des participants à un sport qui demande fort peu de muscle, les échecs. Avant, pendant, après les matches. Tous les vainqueurs ont vu leur taux grimper. Et ils étaient en général ceux dont les taux étaient les plus élevés avant leur match !

On a demandé à des volontaires de prendre la pose. Les uns prirent une pose de pouvoir (assis dans un confortable fauteuil, les pieds sur le bureau), les autres une pose de soumission (debout, mains derrière le dos, tête baissée). La mesure fut formelle : une simple pose de pouvoir augmente la testostérone, une pose de soumission la fait baisser.

Les classes dominantes l'ont toujours su intuitivement ; dans tous les pays du monde, les aristocrates et les officiers se tiennent droit, très droit, plus droit que les ouvriers et les paysans.

La dopamine. En 1956, Olds et Milner se demandaient si des rats trouveraient désagréable une stimulation électrique de leur système limbique¹. Les deux chercheurs leur implantèrent des électrodes qui stimulaient ce système s'ils entraient dans telle zone de leur cage. Les rats s'y précipitèrent ! Olds et Milner transformèrent l'appareil et offrirent le choix aux rats de presser, ou non, un levier déclenchant la stimulation. Les rats pressèrent et pressèrent 700 fois par heure. Les chercheurs mirent ensuite de la nourriture et de l'eau dans la cage des rats, loin du levier. Les rats moururent de faim et de soif.

Le système limbique et la dopamine sont larrons en foire pour le plaisir, l'accoutumance et la dépendance. La production de dopamine provoquée par des stimuli extérieurs (jeux d'argent, pouvoir, victoire) ou par des substances addictives « prend la place » de la production naturelle de dopamine. La sécrétion de dopamine, c'est-à-dire la sensation de plaisir dans le cerveau, ne peut plus alors avoir lieu qu'à l'aide de l'extérieur, substance ou stimulus. Plus l'extérieur est utilisé, moins l'intérieur travaille, en un cercle vicieux qui conduit à la dépendance.

Plus une victoire ou une récompense est attendue, moins elle provoque de production de dopamine. Plus elle est inattendue, plus elle provoque de production de dopamine. Cela fonctionne également dans le sens d'une perte. Les loteries du monde entier proposent donc des jackpots énormes, clairement très difficiles à gagner : chacun sent que la victoire apporterait un immense plaisir (en plus de

celui de gagner cent millions), mais à l'inverse, parce que chacun s'attend à perdre, la perte ne se traduit pas par une baisse de dopamine. Les loteries proposent la possibilité d'un immense bonheur et la certitude de ne ressentir, en cas d'insuccès, presque aucun abattement.

Cette caractéristique de la production de dopamine nous a été utile du point de vue de l'évolution, en forçant les humains à prêter attention à l'inattendu. L'inattendu soit est dangereux, soit conduit à des découvertes utiles.

D'où le plaisir des joueurs de casino, des traders, des politiciens : parce que leur activité comporte une énorme part d'imprévisible, elle promet une récompense dopaminique encore plus forte en cas de succès.

Mais, entre plaisir du risque et nécessité de « doses » de plus en plus fortes avec le temps,

POUVOIR ET TESTOSTÉRONE



Les personnes à haut besoin de pouvoir escaladent les hiérarchies plus vite et ont plus tendance à frapper leur compagne.

on comprend les actes et les carrières des politiciens qui n'ont pas su s'arrêter à temps. Quelle part tiennent dopamine et accoutumance dans les deux invasions de la Russie, par Napoléon et Hitler ? Comme l'argent, la dopamine est un bon serviteur et un mauvais maître. Elle donne confiance en soi et audace. Elle aide à se concentrer sur l'objectif et donne l'énergie nécessaire à sa conquête. Toutefois, son dosage s'avère délicat. Trop peu ? On déprime, on perd confiance en soi, on a peur du risque et du contact avec ses supérieurs. Trop ? On perd le contact avec la réalité, parce que le cerveau, concentré, refuse de prêter attention à la totalité des signaux perçus. Le

cerveau d'Hitler, dopé par sa victoire éclair sur la France, a cru possible une victoire éclair sur la Russie. Il n'a pas prêté attention aux distances, à l'histoire, à l'hiver.

Chez les humains, animaux sociaux, la quantité de dopamine produite (la sensation de récompense ressentie) dépend aussi des récompenses d'autrui. Une grande récompense apporte moins de plaisir si les pairs en reçoivent une plus grande. Une petite récompense apporte plus de plaisir si les pairs en reçoivent une plus petite. Par conséquent, une personne dépendante du pouvoir ne sera pas satisfaite par une simple augmentation de son pouvoir, mais par l'obtention de récompenses supérieures à celles de ses pairs. Encore une cause de l'obstination des puissants à accumuler toujours plus de pouvoir.

Le cortisol. La production d'hormones, influencée par la victoire, l'est aussi par la défaite. En particulier pour le cortisol, l'une des hormones du stress, qui libère plus de glucose dans le sang (donc plus d'énergie pour les muscles) et arrête l'activité des systèmes digestif et immunitaire (le corps concentre ses ressources sur les muscles). Le taux de cortisol des personnes « à haut besoin de pouvoir » (nous verrons plus bas la signification de cette expression) augmente lors d'une défaite, et diminue en cas de victoire. Celui des personnes « à plus faible besoin de pouvoir » ne change que dans une amplitude beaucoup plus faible, dans un sens comme dans l'autre.

La simple présence d'un supérieur augmente le taux de cortisol chez un inférieur. Sauf chez certaines personnes, parce qu'elles se sentent quand même en contrôle de la situation. L'élément stressant dans la soumission hiérarchique est la perte de contrôle. Regagner, ou ne pas perdre, le contrôle permet de moins stresser, donc de moins produire de cortisol. Comme le démontre Michael Marmot dans son livre *The Status Syndrome, How Your Social Standing Directly Affects Your Health* (Le syndrome du statut. Comment votre niveau social affecte directement votre santé), cela augmente, toutes choses égales par ailleurs, l'espérance de vie. Les acteurs qui décrochent un Oscar vivent en moyenne quatre ans de plus que les acteurs nommés, donc à statut social à peu près équivalent, mais qui ne décrochent pas d'Oscar. Si on décroche plus qu'un seul Oscar, on vit six ans de plus ! Un phénomène similaire (un peu moins marqué, deux ans au lieu de quatre) a été découvert parmi les récipiendaires du prix Nobel et les personnes simplement nommées pour ce prix.

Le stress qui produit plus de cortisol naît de « la menace de l'évaluation sociale ». En termes plus simples, la honte. En termes plus précis : « L'internalisation des jugements négatifs portés sur moi [...]. Ce sont leurs réactions à ma personne que j'engrange, afin de pouvoir trouver ma voie au milieu des intrigues, des loyautés et des trahisons du groupe.



« L'un des plus grands dangers menaçant le monde vient de ce jaillissement de testostérone dans le sang d'un dirigeant à haut besoin de pouvoir lorsqu'il gagne. »

En faisant cela, je dois créer une image de "moi" qui soit au centre de cette cour de récréation. En fait, le "moi" qui se développe est essentiellement la somme de mes images de ce que les autres pensent de moi » (p. 173-174).

Ce moi comme « somme totale de ce que je pense être l'opinion d'autrui à mon égard » est de plus en plus instable. En Occident, il fut longtemps dissous dans le moi collectif de la chrétienté, à la merci de la bonne volonté de Dieu et du respect des règles rituelles. Puis le moi chrétien devint un moi individuel, responsable de son propre salut. Et le moi occidental, solitaire, fragile du *xx^e* ne dure qu'autant que dure une page de Facebook.

Sentir que l'on contrôle sa propre destinée (sentir que son moi est solide) devient de plus en plus difficile, au moment même où l'apparente liberté individuelle rend chacun apparemment seul responsable de sa destinée : la possibilité de l'échec est bien plus présente et menaçante qu'avant, alors même que la réalité du succès devient de plus en plus improbable.

Les récompenses du type Nobel ou Oscar sont les meilleures nouvelles possibles pour le moi moderne, la promesse la plus ferme, la plus crédible que la « somme totale de ce que je pense être l'opinion d'autrui à mon égard » est massivement favorable.

Or le processus du stress fonctionne en deux sens : si des signaux augmentent le stress, d'autres le diminuent. Ces signaux, de sécurité si l'on veut, en indiquant au corps que le stress est à présent inutile, génèrent des activités chimiques fort intéressantes. Par exemple, chez la souris, la production de BDNF (Brain-Derived-Neurotrophic Factor), une protéine qui aide à la croissance et à la survie des neurones. Un genre d'engrais à neurones ! Un Oscar, un prix Nobel ? Les plus forts des signaux de sécurité.

Psychologies du pouvoir

On évalue le « besoin de pouvoir » d'une personne, et plus précisément d'un politicien, en analysant les textes (livres, articles, discours) qu'elle produit, en catégorisant les mots qu'on y trouve (actions/influences/interventions, etc.) puis en déterminant statistiquement le poids de chaque catégorie. L'évaluation du besoin de pouvoir a permis bien d'autres mesures : par exemple, si on montre des visages en colère à des personnes à haut besoin de pouvoir, leurs systèmes cérébraux d'évaluation des bénéfices et des pertes se mettent à fonctionner à plein régime.

Toutes choses égales par ailleurs, les personnes à haut besoin de pouvoir escaladent les hiérarchies plus vite, et, s'il s'agit d'hommes, ont plus tendance à frapper leur compagne.

Le « besoin de pouvoir » est, souvent, assez stable chez les individus adultes. La sensation de pouvoir, elle, varie selon le contexte. Et elle renforce l'illusion que l'on peut contrôler les événements.

Des cobayes sont divisés en deux groupes. Le premier groupe doit s'imaginer pendant

deux minutes avoir du pouvoir. Le second groupe doit s'imaginer subir le pouvoir d'autrui. Ensuite, l'expérimentateur annonce que des dés vont être jetés. Si le cobaye devine le nombre donné par les dés, il reçoit de l'argent. L'air de rien, l'expérimentateur demande si la personne préfère jeter les dés elle-même, ou si elle en laisse le soin à l'expérimentateur. Les gens qui avaient imaginé avoir du pouvoir eurent tendance à vouloir jeter les dés eux-mêmes, illusion de contrôle, et les gens qui avaient imaginé être soumis eurent tendance à laisser l'expérimentateur le faire.

Bien entendu, le résultat d'un jet de dés n'a rien à voir avec la personne qui l'effectue. Mais, CQFD, la sensation du pouvoir conduit à l'illusion de contrôler les événements.

Pour une autre expérience, chacun dut dessiner du doigt la lettre E sur son propre front. Ceux qui avaient imaginé avoir du pouvoir tendaient à dessiner le E correctement de leur côté et donc incorrectement pour autrui. Ceux qui s'étaient imaginés soumis tendaient à dessiner le E correctement pour autrui. « Si de faibles fluctuations dans la sensation de pouvoir chez des personnes ordinaires peuvent les rendre plus ou moins capables de prendre d'autres perspectives, quelles sont les conséquences de la possession d'un pouvoir infiniment plus grand, pendant des années, comme ce fut le cas pour Napoléon et Hitler ? Très probablement, posséder un énorme pouvoir dans la vie réelle provoque une corrosion à long terme de la capacité à se détacher de son propre point de vue ; un défaut potentiellement fatal, ce que confirmera n'importe quel joueur d'échecs qui n'a pas réussi à apprendre à visualiser l'échiquier du point de vue de son adversaire » (p. 109).

Trois personnes doivent discuter de sujets sociaux ou politiques difficiles, et en proposer une solution. Au hasard, l'une des trois est désignée pour diriger la discussion et rédiger un rapport notant les contributions des deux autres. Bref, ce « chef » a du pouvoir dans le contexte le plus stressant : celui de « la menace d'une évaluation sociale ». Après la séance, l'expérimentateur apporte une assiette avec cinq cookies. Pas six, cinq. D'abord, un cookie par personne. Mais après, qui ose en reprendre ? Dans la majorité des cas, le « patron » !

Tout le monde est filmé. Qui mange avec le moins de soin, miettes qui tombent, que l'on laisse sur le visage, bouche ouverte ? Le patron !

Mieux encore, si on recommence l'expérience et que le patron n'est plus le patron, mais un participant normal, il ne mange qu'un seul cookie.

Proprement.

J.-M. T

1. Structures du cerveau impliquées dans le comportement (notamment les émotions : agressivité, peur, plaisir, etc.). (Ndlr.)

Les animaux, ils sont **gentils**



LES ARGUMENTS SONT NOMBREUX contre la consommation de viande : l'élevage industriel qui représente la plus grande part – en fait la quasi-totalité – de la production animale est dégoûtant pour quantité de raisons (conditions d'élevage, santé des bêtes, abattage, etc.) ; une grande partie de la production agricole est destinée à la nourriture des animaux d'élevages et heurte donc la question démographique et la sous-alimentation d'un milliard de Terriens... Tout ceci est vrai. Faut-il pour autant traiter d'assassins les consommateurs de viande ?

Les mers sont surexploitées, certaines espèces pourraient disparaître, pour d'autres, on pratique un élevage hyperpolluant... Les vegans ont une solution : limiter la consommation de poisson de manière à renouveler les stocks ? Bien sûr que non ! Plus de pêche du tout, voilà la solution pour ce nouveau genre de réacs. Certains aiment tellement les animaux qu'ils préconisent la stérilisation des chats et des chiens...

Le véganisme ne s'arrête pas là. Il s'oppose radicalement à ce qu'on tue ou exploite des animaux. Il refuse la consommation de tout produit animal ou d'origine animale. Cela dépasse donc l'alimentation et touche aussi les vêtements, et tout produit contenant ne serait-ce qu'une quantité infinitésimale de dérivé animal. De fait, le véganisme s'oppose à la prédation. À tel point même qu'il entend imposer son mode alimentaire aux animaux de compagnie.

En fait, ses constats évidents à propos de l'élevage industriel, par exemple, ne sont que prétextes pour aller plus loin... et même le plus loin possible. C'est typiquement une dérive sectaire, dont le fond politique peut d'ailleurs se situer à peu près n'importe où, à part chez les gros ploucs et les actionnaires de l'agro-alimentaire.

Il y a bel et bien quelque chose de révolutionnaire à s'opposer à la prédation. Jamais encore dans l'histoire des idées aucun révolutionnaire n'avait envisagé non seulement d'imposer son mode de vie à son entourage, mais aussi aux animaux... et pas seulement dans un livre programme mais dans les faits. Est-ce une réussite, s'il y a maintenant un business vegan ?

Nombre d'anarchistes sont titillés, voire séduits, par le radicalisme du discours. On peut aussi trouver que l'outrance relève du sectarisme. Et il y a effectivement outrance quand il y a intolérance. Les autres, si différents soient-ils, ont le droit de vivre. Ils ont le droit de ne pas être convaincus, ou pas encore, ou peut-être jamais. Les vegans défendent les droits des animaux, au nom des animaux, et cela y compris contre les êtres humains que pourtant ils considèrent comme des animaux... Ils sont donc l'avant-garde de l'univers et personne ne le sait !

Certains vegans ont pu trouver judicieux, lors des Rencontres anarchistes internationales de Saint-Imier cet été,

d'empêcher des camarades de consommer de la viande, arguant qu'il ne faut pas manger de viande parce qu'« il n'y a pas de raison politique de manger de la viande ». C'est amusant. Ne pourrait-on pas en dire autant des relations sexuelles, par exemple ? Est-il raisonnable de s'en abstenir pour autant ? L'argument aurait été plus audible formulé autrement : il y a des raisons politiques pour ne pas manger de viande. Encore faudrait-il préciser « industrielle ».

Que l'élevage industriel soit un moyen capitaliste de produire une quantité impressionnante de viande sans goût est un fait. Que le fait de tuer des animaux soit criminel n'est pas un fait mais une vue de l'esprit parfaitement sectaire. Allez donc dire aux animaux sauvages, vous qui voulez abolir l'élevage et la pêche, d'arrêter d'être les prédateurs les uns des autres ! Donc je mangerai du rôti avec mes amis, et vous n'en serez pas. Et ne venez pas frapper à ma porte pour me dire que c'est pas bien, que les animaux ils sont bien gentils et qu'il faut pas leur faire de mal...

Cette chronique n'avait pas pour but de bouffer du vegan. On peut être omnivore sans être anthropophage. De toute façon, vu l'infantilisme de la pensée des adeptes, mieux vaudrait les protéger (pas en tant qu'espèce!), et leur expliquer que la réalité n'est pas toujours celle qu'ils croient.

Le Furet

L'homme heureux n'écrit pas.



Stig Dagerman, anarchiste, écrivain à succès, suicidaire

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash
de la Fédération anarchiste

IL EST NÉ LE 5 OCTOBRE 1923 à Älvkarleby (Uppland, Suède). Sa mère l'abandonne à l'âge d'un mois, tandis que son père, travailleur itinérant, mène une existence de nomade. Grâce à ses grands-parents, il passe une enfance assez heureuse. Chétif, Stig se réfugie dans un monde imaginaire, vouant une admiration sans bornes aux mendiants, bohémiens et autres misérables. Très jeune, il entend parler des révoltés d'Adalen¹, violemment réprimés durant la grande grève des dockers en 1931. Lorsqu'il a 11 ans, son père se souvient qu'il a un fils et l'emmène à Stockholm chez sa nouvelle femme et le fils de celle-ci. Il ne s'y sent pas bien. Solitaire, il réalise des études brillantes mais sans passion. Pour payer ses études, dès l'âge de 14 ans, Stig travaille comme vendeur de journaux sur les bateaux qui sillonnent l'embouchure du lac Mälaren donnant sur la mer Baltique. Il a une grande passion pour le cinéma. À 17 ans, il apprend que son grand-père a été assassiné par un dément. Sa grand-mère ne l'accepte pas et se donne la mort quelques semaines après. Stig ne s'en remettra jamais.

Du journalisme engagé à la littérature

Influencé par son père qui milite à la SAC², à 20 ans, Stig s'inscrit d'une part au Cercle de la jeunesse syndicaliste de Stockholm, en plein milieu des années nazies, honteux de ce dont s'accrochent trop aisément beaucoup de Suédois. Pour lui, «c'est la décennie de

social-démocratie qui a rangé en Suède la révolution au magasin des antiquités». Pour Dagerman, l'État-providence est le responsable de cette apathie : «Un être humain ne peut être libre que s'il est conscient de la peur qui l'habite et une société ne peut être libertaire que si elle est composée d'individus libres. Tant que les hommes reproduiront dans la vie de tous les jours le schéma autoritariste, il sera impossible de fonder la société socialiste libre.» En 1943, il devient responsable des pages culturelles du journal *Arbetaren* (le travailleur). Il signe ses billets Dag(erman), qui pourrait signifier en suédois «donner un coup sur la gueule à quelqu'un» ! Stig écrira toute sa vie dans ses colonnes, y prônant l'action directe et la grève générale.

C'est l'époque où il rencontre Annemarie Götze, fille d'un anarchiste allemand contraint à l'exil par l'arrivée de Hitler au pouvoir. La littérature l'attire de plus en plus, étant pour lui «la consolation du désespéré car l'homme heureux n'écrit pas». Il lit William Faulkner, Franz Kafka (qu'il a été le premier à traduire en suédois), John Steinbeck, Herman Hesse, Albert Camus, mais aussi les grands écrivains suédois, Karl Vennberg (l'existentialiste à la suédoise), Ivar Lo-Johansson et Josef Kjellgren (écrivains prolétaires) ou encore Vilhelm Moberg.

Esclave de sa renommée

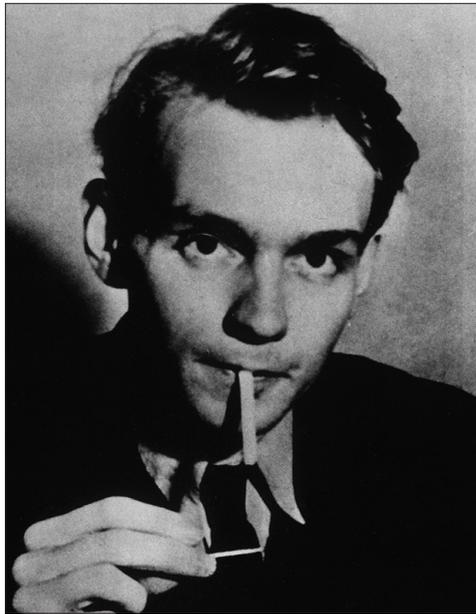
À l'âge de 22 ans, Stig Dagerman publie son premier roman, *Le Serpent*, qui reçoit un

accueil enthousiaste de la critique. Le livre reflète globalement l'angoisse issue de la période d'après-guerre. Il présente également une image négative de la mère : aux premières pages du roman, celle-ci est balancée d'un train en marche. Son second roman, *L'île des condamnés*, est lui aussi publié par un éditeur, « seul moyen de toucher un public beaucoup plus large ».

Un ouvrage considéré par son traducteur français, Philippe Bouquet, comme « le plus anarchiste de l'auteur », et qui débouche sur une impasse, laissant beaucoup de cadavres derrière lui, ne résolvant pas plus le combat entre les deux héros, métaphore du combat que se livrent dans la vie réelle le Stig solitaire et le Stig solidaire. Pour Philippe Bouquet, il s'agit d'un ouvrage « sérieux jusqu'au sang », selon l'expression suédoise, qui est peut-être la cause du désespoir de son auteur car « quand on a écrit ça à 22 ans, on ne peut rien faire après »... Deux ans plus tard, Dagerman publie *Automne allemand*, un journal sur l'Allemagne en ruines. Alors marié à Annemarie Götze, une réfugiée allemande dont la famille avait été traquée à cause de ses sympathies anarcho-syndicalistes, sa répulsion pour les nazis le pousse à l'empathie pour le peuple allemand qui connaît une grande souffrance, à un moment où tout le monde se dit que « c'est bien fait pour eux ». Enfin, en 1948, paraît *L'Enfant brûlé*, un ouvrage qualifié de psychanalytique, qu'il rédige dans la presque île de Quiberon et qui sera son plus grand succès, au point de le transformer en « esclave heureux de sa renommée ». Parvenu au bout de sa création, il dira de celle-ci qu'elle lui a donné « le mépris de lui-même et l'estime de tous les autres ». Il décide ensuite de se réfugier dans un quasi-silence, seul moyen de « faire face à l'absurdité d'une existence ».

L'anarchiste immodéré

Quant à sa conception de l'anarchie, Dagerman écrit *L'Anarchisme et moi*, un texte publié en 1946 dans la *Revue 40-tal* où l'on peut lire : « Tandis qu'en Espagne, entre 1936 et 1939, l'anarchiste était considéré comme si dangereux pour la société qu'il convenait de lui tirer dessus des deux côtés (par les fusils allemands et italiens mais aussi, dans le dos, par les balles russes de ses "alliés" communistes), l'anarchiste suédois est considéré dans certains cercles radicaux, et en particulier marxistes, comme un romantique impénitent, une sorte d'idéaliste de la politique aux complexes libéraux profondément enracinés. » Il considère plus loin que l'écrivain anarchiste est forcément pessimiste « puisqu'il est conscient du fait que sa contribution ne peut être que symbolique », avec pour rôle, celui modeste du ver de terre qui, « sans lui, resterait stérile du fait de la sécheresse des conventions ». Cependant, Dagerman avoue que « ce rôle de politicien de l'impossible, dans un monde où ceux du possible ne sont que trop nombreux, est malgré tout un rôle qui me satisfait à la fois comme être social, comme individu et comme auteur du Serpent ».



Une célébrité qui pousse au néant

En 1950, le divorce est prononcé entre Stig et Annemarie. Il se remarie en 1953 avec l'actrice Anita Björk, une beauté nordique, personnage adulé du Tout-Stockholm et qu'Hollywood sollicite. Contrairement à sa première femme, Anita pourrait se définir comme une « luxueuse bohème ». Dagerman tombe (par amour?) dans le piège du jeu pathétique du couple célèbre. Tourbillon de mondanités, pour lesquelles il n'était pas armé et qui lui seront fatales. Il se consume doucement dans l'illusion d'un monde désuet peuplé d'acteurs de théâtre et de cinéma. Conscient, il se dit alors « condamné au suicide ». Il fuira cette vie, mais trop tard, son inspiration s'est tarie et les dernières années de sa vie seront celles d'un grand effondrement et d'une extrême solitude. Cependant, jusqu'au bout, il écrit sa chronique dans la revue anarchiste *Arbetaren*. En 1952, il publie un texte testamentaire – qui paraît décalé – dans la revue féminine *Husmodern* : « Mon talent me rend esclave au point de ne pas oser l'employer, de peur de l'avoir perdu. Avec une joie amère, je désire voir mes maisons tomber en ruine et me voir moi-même enseveli sous la neige de l'oubli. Mais la dépression est une poupée russe et, dans la dernière poupée, se trouvent un couteau, une lame de rasoir, un poison, une eau profonde et un saut dans un grand trou. Je finis par devenir l'esclave de tous ces instruments de mort. Ils me suivent comme des chiens, à moins que le chien, ce ne soit moi. Et il me semble comprendre que le suicide est la seule preuve de la liberté humaine. »

Le suicide comme un jeu de hasard

Que reste-t-il à Stig Dagerman ? Le jeu. Il pratique la roulette pour s'étourdir, pour oublier, avant de se tourner vers un autre jeu, beaucoup plus dangereux celui-là : défier la mort. Lors d'une première tentative, il bouche les ouvertures de son garage tandis qu'il met en marche le moteur de son auto. Rescapé, il dit qu'il se sent semblable au héros du *Loup des steppes*, faisant comme lui partie de la famille des suicidaires, considérant un suicide réussi

« infiniment supérieur à la plus belle des pages » ! Lors d'une seconde tentative, le 3 novembre 1954, Dagerman cette fois-ci ne se rate pas et meurt asphyxié dans son garage. Avec pour épitaphe un texte posthume, *L'homme qui va bientôt mourir*, paru en 1955 : « L'homme qui va bientôt mourir demande au monde : que me donneras-tu si je reviens sur ma décision ? Il connaît bien la réponse : une rose, un réveille-matin ou bien une cocktail-party. S'il ne s'en contente pas, on le traitera d'ingrat. Au moment suprême, l'homme qui va bientôt mourir ne demande pas : mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? Il sent bien que sa puissance est si considérable que Dieu lui-même n'est pas son pareil. Pendant quelques heures, un jour, une éternité, il est hors d'atteinte de tout, de même que le javelot est hors d'atteinte tandis qu'il se propulse en sifflant d'un endroit du sol à l'autre. » **PS.**

1. En 1931, en Suède du Nord, une région entière demeura paralysée par une grève. On fit appel aux jaunes pour assurer le travail des grévistes qui se révoltèrent. Une violente bagarre éclata et, afin d'éviter « de nouveaux désordres », l'armée intervint et commanda le feu, faisant cinq morts et cinq blessés.

2. Selon Thierry Porré, la SAC (Sveriges Arbatares Centralorganisation), née en juin 1910, en opposition au réformisme de la Lands Organisation (LO), s'inspire du syndicalisme révolutionnaire français du début du XX^e siècle, plus proche des Bourses du travail que de la CGT. Dès sa formation, elle incarne la tradition libertaire du mouvement ouvrier. Cinq ans après sa fondation, la SAC compte 4 800 membres et 98 unions locales et attire de nombreux affiliés de la LO. En 1922, elle se dote d'un quotidien, *Arbetaren*. En 1925, la SAC compte plus de 37 000 adhérents et devient une force motrice du combat social. Durant la guerre d'Espagne, 500 militants de la SAC combattent dans les rangs de la CNT-FAI. Elle jouera un rôle de premier plan dans la résistance, organise le boycott des films nazis et s'occupe d'organiser l'accueil des militants anarcho-syndicalistes allemands. C'est dans les années 1950 que la SAC, pour ne pas disparaître, choisit de s'adapter à la réalité suédoise avant d'être mise au ban, en 1951, de l'AIT, qu'elle avait pourtant fortement contribué à fonder.

L'Écriture et la vie. Trois écrivains de l'éveil libertaire

À contretemps et les Éditions libertaires nous font découvrir trois écrivains : Stig Dagerman, Georges Navel et Armand Robin. 336 pages, 15 euros, disponible à la librairie du Monde libertaire.

Libertés (fiction)

LA CRISE TOUCHAIT À SA FIN. Le pays venait de vivre de dures années, mais l'agriculture se relevait, et les exportations étaient en hausse significative. Les étudiants n'étaient pas entièrement satisfaits des réformes, mais ils entrevoyaient enfin un avenir correct. Cela ne durerait peut-être pas, mais pour le moment, le calme et le dialogue se maintenaient. Enfin, pour la première fois depuis plus de cinquante ans, le chômage avait fait un recul réel.

Aussi le président fut-il surpris d'entendre, approchant des fenêtres de l'Élysée, le brouhaha typique des manifestations.

— Qui est-ce? demanda-t-il.

Il pensait avoir accordé audience à tous les corps de métier. Tous les secteurs embauchaient; les budgets de la santé et de la culture avaient été revus à la hausse... Des sans-papiers? La nouvelle constitution interdisait formellement tout renvoi à la frontière. Et la relance économique demandait plus de main d'œuvre qu'on en avait. Alors?

— Ce sont des anciens producteurs de tabac, lui annonça son secrétaire. Ils demandent qu'on arrête toutes les campagnes d'information sur les risques de cancer. Ils disent que c'est liberticide; beaucoup d'entre eux ont dû changer de métier.

— Et puis quoi? grommela le président. Bientôt les anciens bourreaux vont m'imposer de rétablir la peine de mort...

— Ils sont parmi les manifestants, l'interrompit le secrétaire.

— Quoi? Qui?

— Les anciens bourreaux, et fils de bourreaux. Ils font valoir leur droit à exercer leur profession.

Le président se servit un whisky.

— Et le droit à la connerie, il est inscrit où? soupira-t-il.

— Pardon, monsieur?

— Non... rien.

Il approcha d'une fenêtre. Dehors, la foule était compacte, les banderoles arboraient toutes les couleurs, mais tous les slogans parlaient de liberté.

— Et eux? demanda le président en désignant une masse de manifestants en blouse blanche.

— Le corps médical.

— Ils ont pourtant accepté leur nouveau budget!

— Ce n'est pas le problème. Ils soutiennent les producteurs de tabac: avec la baisse de la consommation de tabac, ils ont moins de cancers à soigner. Et derrière, ce sont les pompiers: ils demandent qu'on abolisse la prévention routière et qu'on autorise la mise sur le marché de jouets inflammables.

— Il n'y a pas de chasseurs?

— Non, pourquoi?

— Appelez leurs représentants, ordonna le président. Demandez-leur s'ils ne veulent pas qu'on instaure une chasse aux cons.

Venetza



Nouvelles liaisons de la Fédération

Un groupe George-Orwell de la Fédération anarchiste vient de se monter à **Martigues**, dans les Bouches-du-Rhône (13), vous pouvez le contacter à l'adresse groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Toulouse**, en Haute-Garonne (31). Vous pouvez contacter le groupe Libertad à l'adresse toulouse@federation-anarchiste.org Son site Internet: www.fatoulouse.lautre.net

Un autre nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Brest** dans le Finistère (29). Vous pouvez le joindre par courriel à l'adresse brest@federation-anarchiste.org Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org

Une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA: relations-interieures@federation-anarchiste.org

Enfin, une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**. Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 106 groupes et liaisons de la FA: www.federation-anarchiste.org

Brest

Le drapeau noir flotte sur la rade

NOUS AVONS LE PLAISIR de vous informer de la transformation de la liaison Finistère en groupe de Brest de la Fédération anarchiste.

À l'initiative de deux adhérents, la réunion de création a rassemblé cinq personnes de 20 à 65 ans et comporte deux étudiants, un sans-emploi, un travailleur, un retraité, pour une proportion de 4 hommes et une femme. Lors de cette réunion, nous avons discuté de ce que sont la FA et son organisation, ainsi que de la structure d'un groupe anarchiste et de nos envies militantes qui, pour l'instant, ne sont pas bien définies. Un trésorier et un secrétaire ont été nommés, ce qui va nous permettre d'assurer le travail nécessaire à la structuration du groupe dans la durée. Dans le but d'assurer un développement large mais contrôlable de l'anarchisme

organisé dans notre belle ville de Brest, nous allons nous doter dans les prochains jours d'un projet que nous vous ferons partager dans votre journal préféré. Conscients que reprendre le nom de l'ancien groupe les Temps nouveaux pouvait amener certaines confusions, nous avons choisi le nom de groupe de Brest de la Fédération anarchiste. Nos réunions sont planifiées sur un rythme de deux semaines.

Pour l'instant nous n'avons ni local ni canal de communication établis, aussi pour tout contact, merci de nous écrire à brest@federation-anarchiste.org, ou s'adresser au secrétaire aux relations intérieures, qui transmettra.

Sylvain

Groupe de Brest de la Fédération anarchiste



RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 18 octobre

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité: Jean-Luc Porquet sera notre invité. Il est chroniqueur au *Canard enchaîné* et auteur de *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu*.

Vendredi 19 octobre

Les oreilles libres (14 h 30) Musique. Thierry Müller. Entretien autour des multiples projets de ce musicien culte, certainement plus reconnu à l'étranger qu'en France, à l'occasion de la sortie de *Moore/Müller Today is yesterday's tomorrow* et de *Ruth Far From Paradise*.

Samedi 20 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Dimanche 21 octobre

Restons éveillés! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 22 octobre

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse.

Trous noirs (16 h 00) Terre et Liberté avec Étienne Liebig, travailleur social auprès des populations tsiganes et auteur du livre *De l'utilité politique des Roms. Une peur populaire transformée en racisme d'État*.

Mardi 23 octobre

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Imier Brésil: Julia et Rodrigo parlent de l'éducation populaire à Rio de Janeiro.

Idéaux et débats (18 h 00) What's up doc? Nous recevons, en direct, Thomas Sannié pour *L'Hôpital, un monde sans pitié* (l'Éditeur) qu'il a coécrit avec Claire Compagnon. Laurent, pour sa chronique «Le dernier pour la route», nous parlera du roman de Abilio Estevez intitulé *Le Danseur russe de Monte-Carlo* (Grasset).

Paroles d'associations (19 h 30) Itinéraire des Fatals Picards pour fêter leur concert au Bataclan le mercredi 31 octobre.

Mercredi 24 octobre

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Nouveautés, rééditions, tournées.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras-les-murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.

Vendredi 26 octobre

Les oreilles libres (14 h 30) Au lendemain du concert de Rubatong, jeudi 25 aux Instants chavirés de Montreuil, avec notamment le fabuleux chanteur Han Buhrs et le bassiste acoustique Luc Ex, nous nous intéresserons aux musiques alternatives des Pays-Bas.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

CHIPSTER ET PHIL Par manolo & Prolo



Du 6 octobre au

1^{er} décembre

Paris XI^e

Étienne de La Boétie, *Contre la servitude volontaire*. Pour l'inauguration de l'exposition, Maurice Schuhmann et Margot Verdier vous présenteront une série de textes choisis. Bar Le Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré, www.maldoror.fr

Depuis le 13 octobre

Paris XVII^e

20 heures. Du mardi au vendredi, 17 heures et 20 heures le samedi. Sacco & Vanzetti interprété par Dau & Catella d'après le texte d'Alain Guyard et mis en scène par François Bourcier. Théâtre du Petit Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles. M^o Rome ou Villiers. 01 42 93 13 04.

Jeudi 18 octobre

Paris V^e

18 heures. Amila-Meckert: un portrait, une œuvre, de la Blanche à la Série noire. Évocation du parcours littéraire de Jean Meckert et de son influence sur le roman noir contemporain avec Franck Lhomeau, Patrick Pécherot et Didier Daeninckx. Bilipo (Bibliothèque des littératures policières). M^o Cardinal-Lemoine.

Paris XII^e

19h30. Trafics de femmes en Europe. Projection, en présence de la réalisatrice, Pascaline Simar, du court métrage *Dérobées*. Maison des associations, 181, avenue Daumesnil. M^o Daumesnil ou Montgallet.

Vendredi 19 octobre

Saint-Brieuc (22)

Dans le cadre du festival Littérature et engagement du 12 au 20 octobre, ayant pour thème «Regardez-moi ce travail!». Vendredi à 20h30: rencontre avec Jean-Pierre Levaray à la médiathèque de Ploufragan (agglomération de Saint-Brieuc). Et le samedi, à 15 heures: table ronde avec Jean-

Pierre Levaray sur le thème «Le travail c'est pas drôle?». Même lieu.

groupe. collectifcontreculture.blogspot.com

Vannes (56)

20h30. Projection et débat autour du film *De la servitude moderne* de J.-F. Briant, qui analyse la société actuelle. Palais des Arts (théâtre Anne-de-Bretagne). Organisé par le groupe libertaire Lochu et la Fédération anarchiste de Vannes. Entrée libre.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom autour du livre *Un brûlot sous l'éteignoir, ou de la tendance des pouvoirs politiques à mettre en veilleuse le mouvement associatif*. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Saint-Denis (93)

19h30. Dionyversité. Projection du documentaire *Ladies' turn* de Hélène Harder. Au Sénégal, pays du foot roi, s'organise pour la première fois en 2009 un tournoi de football féminin sur les terrains des quartiers. 4, place Pau-Langevin. M^o ligne 13, station Basilique.

Paris XI^e

19 h 30. Les soirées vidéo de la librairie. *Diego*, un film documentaire de Frédéric Goldbronn. Dans un bar de Barcelone, Diego Camacho (Abel Paz) fait revivre la révolution de Juillet 1936. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 20 octobre

Laon (02)

De 10 heures à 18 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste participera aux Six heures pour la régularisation des sans-papiers organisé par le Collectif de défense des sans-papiers de l'Aisne (CDSP02). Place des Droits-de-l'Homme. Prises de paroles des organisations réunies au sein du CDSP02. Stands. Musique avec CRSKP et Lekip, Swing's Gadget et IDMA. Buvette. Entrée libre.

Dimanche 21 octobre

Paris XI^e

À 17 heures au CICP, 21 ter, rue Voltaire, soirée de soutien au fanzine *A Bloc* avec The Snobs (punk ska hardcore folk, Budapest), Emma Pils (anarcho punk, Paris) et un autre

Mardi 23 octobre

Paris X^e

19 heures. Les actes de refus dans la guerre d'Algérie. Projection du film *Le Refus* suivi d'un débat de Tramor Quemeneur, historien, auteur d'une thèse sur les insoumissions, refus d'obéissance et désertions pendant la guerre d'Algérie, Hélène Bracco, auteur de *Pour avoir dit non*, Alban Liechti et Benoist Rey, appelés. Bibliothèque François-Villon. M^o Colonel-Fabien.

Peyrelevalde (19)

19h30. Soirée de soutien aux Pussy Riot. Projection et concert au Crolag. Prix libre.

Saint-Denis (93)

19 heures. L'Europe qui nous dirige. Il n'y aura pas d'Europe sociale: L'ordolibéralisme pour l'Allemagne, le libéralisme pour la G.-B., le social-libéralisme pour la France. Conférence de Bertrand Rothé, enseignant. Bourse du travail, rue Bobby-San. M^o Porte-de-Paris.

Samedi 27 octobre

Paris XVIII^e

L'ancienne équipe de La Rue fermera définitivement les portes de la bibliothèque à la fin de l'année, mais espère qu'une autre équipe se mobilisera pour que ce bel endroit puisse continuer à vivre. Si vous voulez nous rencontrer ou nous rendre des livres, merci de passer lors des permanences, le dernier samedi de chaque mois de 15h30 à 18 heures, 10, rue Robert-Planquette. M^o Abbesses ou Blanche.

Mercredi 31 octobre

Cluny (71)

20h30. Projection-débat avec Yannis Youlountas et Samuel Wahl sur la situation en Grèce à ce jour organisé par La Vache noire, groupe de la Fédération anarchiste et le groupe libertaire de Saône-et-Loire. Salle de Justice de paix (eh oui).

la Librairie Publico

du lundi au vendredi:

14H/19H30

samedi:

10H00/19H30

présente

une exposition de
JHANO

Mi dieu

M

Mantole

vernissage

mercredi 7 Novembre

à 18h

dessins et peintures
inspirés par la musique de

La Canaille

jhano